



HAL
open science

L'islam bosniaque, entre identité culturelle et idéologie politique

Xavier Bougarel

► **To cite this version:**

Xavier Bougarel. L'islam bosniaque, entre identité culturelle et idéologie politique. Xavier Bougarel / Nathalie Clayer (dir.), Le nouvel islam balkanique. Les musulmans, acteurs du post-communisme (1990-2000), Maisonneuve & Larose, pp.79-132, 2001. halshs-00242663

HAL Id: halshs-00242663

<https://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-00242663>

Submitted on 6 Feb 2008

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

« L’islam bosniaque, entre identité culturelle et idéologie politique », in : Xavier Bougarel/Nathalie Clayer (dir.), *Le nouvel islam balkanique. Les musulmans, acteurs du post-communisme (1990-2000)*, Paris : Maisonneuve & Larose, 2001, pp. 79-132.

Xavier BOUGAREL

Traiter de l’islam dans la Bosnie-Herzégovine en guerre constitue un exercice délicat, et ce pour plusieurs raisons. La première est que l’islam, et les religions en général, n’ont joué qu’un rôle secondaire dans la crise yougoslave : les symboles religieux ont surtout été utilisés comme substituts aux symboles nationaux des populations impliquées dans cette crise, et les institutions religieuses ont été le plus souvent instrumentalisées par les élites politiques qui en sont les vrais responsables. Une analyse des évolutions de l’islam au cours du conflit bosniaque ne doit donc en aucun cas être assimilée à une analyse de ce conflit lui-même¹.

A cette première raison s’en ajoute une seconde, concernant plus particulièrement l’islam bosniaque. Au cours du conflit, en effet, se sont développées deux perceptions radicalement opposées de l’islam en Bosnie-Herzégovine: la première le présentait comme un modèle de tolérance et de modernité, la seconde comme un nid de fondamentalistes et de moudjahidin. Pour les uns, la “*Déclaration islamique*” écrite par le Président bosniaque Alija Izetbegović n’était qu’un résumé des préceptes de la religion musulmane ; pour les autres, une sorte de “*Mein Kampf*” islamique. Or, aussi antagoniques que puissent paraître ces deux visions, elles ont en commun un même présupposé de départ: l’islam bosniaque constituerait un tout homogène et stable, dont A. Izetbegović représenterait dès lors la quintessence².

Dans les faits, en Bosnie-Herzégovine comme ailleurs, l’islam est une réalité plurielle et mouvante, traversée de courants et de conflits multiples, façonnée par des acteurs aux intentions et aux stratégies diverses. Dès lors, pour comprendre les évolutions de l’islam au cours du conflit bosniaque, il faut d’abord préciser les origines idéologiques des fondateurs du Parti de l’action démocratique (*Stranka demokratske akcije* – SDA, au pouvoir depuis 1990), leur place dans la diversité religieuse et politique qui caractérise l’islam bosniaque. Il faut ensuite comprendre comment ce courant idéologique est parvenu à se propulser à la tête de la communauté musulmane bosniaque, et à s’y maintenir tout au long du conflit. A partir de là, il devient possible de comprendre en quoi l’islam a pu jouer un rôle dans les recompositions de l’espace yougoslave ou dans celles, plus étroites, de la communauté musulmane bosniaque. De ce rôle spécifique de l’islam bosniaque découlent enfin certains traits particuliers de son évolution dans les années de guerre et d’après-guerre.

¹ Sur la place des religions dans le conflit bosniaque, voir Paul MOJZES, *Yugoslavian Inferno : Ethnoreligious Warfare in the Balkans*, New York : Continuum (1994) ; Michael SELLS, *The Bridge Betrayed: Religion and Genocide in Bosnia*, Berkeley : University of California Press (1996) ; Srdjan VRCAN, “The War in ex-Yugoslavia and Religion”, *Social Compass*, vol. XLI, n° 3 (septembre 1994), p. 413-422 ; Lenard COHEN, “Prelates and Politicians in Bosnia : the Role of Religion in Nationalist Mobilization”, *Nationalities Papers*, vol. XXV, n° 3 (Automne 1997), p. 481-499 ; Mart BAX, “Warlords, Priests and the Politics of Ethnic Cleansing : A Case Study from Rural Bosnia-Herzegovina”, *Ethnic and Racial Studies*, vol. XXIII, n° 1 (janvier 2000), p. 16-36.

² Voir X. BOUGAREL, “L’islam et la guerre en Bosnie-Herzégovine : l’impossible débat ?”, *L’autre Europe*, n° 36-37 (1998), p. 106-116.

Un courant panislamiste en Bosnie-Herzégovine

Pour comprendre les origines idéologiques du SDA, il est nécessaire de remonter à l'entre-deux-guerres. Au cours de cette période, en effet, la communauté musulmane bosniaque connaît des évolutions politiques et religieuses importantes, qui expliquent l'apparition d'un courant panislamiste en Bosnie-Herzégovine.

Reprenant une attitude élaborée au cours de la période austro-hongroise (1878-1918), la communauté musulmane bosniaque, incorporée depuis 1920 au sein du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes, continue de se replier sur son identité et ses institutions religieuses³. L'Organisation musulmane yougoslave (*Jugoslovenska muslimanska organizacija* – JMO), parti créé en 1920 et animé par les représentants des élites musulmanes traditionnelles, renonce à tout projet national propre et évite de prendre clairement position dans l'affrontement des nationalismes serbe et croate, se contentant d'une approbation tactique et prudente de l'idée yougoslave⁴. Seule l'intelligentsia musulmane naissante, hostile à ce repli confessionnel, est traversée par de forts courants pro-serbe et pro-croate⁵.

Toutefois, l'exacerbation des rivalités serbo-croates réduit peu à peu l'espace de manœuvre des élites musulmanes bosniaques. En 1929, la transformation du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes en Royaume de Yougoslavie est suivie d'une division de la Bosnie-Herzégovine en plusieurs *banovina*, et d'un regroupement des institutions religieuses islamiques du royaume au sein d'une Communauté religieuse islamique (*Islamska vjerska zajednica*) directement contrôlée par le pouvoir central. Surtout, dix ans plus tard, le compromis serbo-croate signé par le Premier ministre serbe Dragiša Cvetković et le dirigeant croate Vlatko Maček se solde par un partage territorial de la Bosnie-Herzégovine. Ce compromis, dont les Musulmans bosniaques font les frais⁶, précipite la crise des élites

³ Prenant le contrôle de la Bosnie-Herzégovine en 1878, l'Empire austro-hongrois tente dans un premier temps de promouvoir une identité bochniaque commune aux trois communautés orthodoxe, musulmane et catholique (en 1879, la Bosnie-Herzégovine compte 42,9 % d'orthodoxes, 38,7 % de musulmans et 18,1 % de catholiques). Mais ce "bosnisme" (*bošnjaštvo*) est rejeté par les communautés orthodoxe et catholique, au sein desquelles le sentiment national serbe ou croate se développe rapidement, comme par les élites musulmanes traditionnelles qui se replient sur leur identité religieuse, obtenant en 1909 un statut d'autonomie pour les principales institutions religieuses islamiques, à savoir les *waqfs*, les tribunaux chariatiques et les medressas. Sur la communauté musulmane bosniaque dans la période austro-hongroise, voir Robert DONIA, *Islam under the Double Eagle. The Muslims of Bosnia and Hercegovina 1878-1914*, New-York : Columbia University Press (1981) ; Nusret ŠEHIĆ, *Autonomni pokret Muslimana za vrijeme austrougarske uprave u Bosni i Hercegovini* [Le mouvement des Musulmans pour l'autonomie à l'époque de l'administration austro-hongroise en Bosnie-Herzégovine], Sarajevo : Svjetlost (1980).

⁴ Sur la JMO, voir Atif PURIVATRA, *Jugoslovenska muslimanska organizacija u političkom životu Kraljevine Srba, Hrvata i Slovenaca* [L'Organisation musulmane yougoslave dans la vie politique du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes], Sarajevo : Svjetlost (1974).

⁵ Les intellectuels laïcs musulmans, après avoir été les seuls à soutenir le projet austro-hongrois de "bosnisme" (*bošnjaštvo*), se divisent à partir du début du XXe siècle en deux courants pro-serbe et pro-croate, représentés dans l'entre-deux-guerres par les organisations culturelles concurrentes "Gajret" ("L'effort") et "Narodna uzdanica" ("L'espoir populaire"). Voir Ibrahim KEMURA, *Uloga 'Gajreta' u društvenom životu Muslimana Bosne i Hercegovine (1903-1941)* [Le rôle de 'Gajret' dans la vie sociale des Musulmans de Bosnie-Herzégovine], Sarajevo : Veselin Masleša (1986) ; Ismail HADŽIAHMETOVIĆ, *'Narodna uzdanica' u kulturnome i društvenome životu Muslimana Bosne i Hercegovine* ['Narodna uzdanica' dans la vie culturelle et sociale des Musulmans de Bosnie-Herzégovine], Tuzla : Historijski arhiv Tuzle (1998).

⁶ Le partage territorial de la Bosnie-Herzégovine adopté par D. Cvetković et V. Maček repose en effet sur le principe suivant : sont rattachés à la Serbie les territoires bosniaques où les Serbes sont plus nombreux que les

traditionnelles et sonne le glas des aspirations pro-serbes ou pro-croates de l'intelligentsia⁷. C'est dans ce contexte qu'apparaissent les premiers cercles panislamistes qui, en mars 1941, se regroupent au sein de l'organisation "*Mladi Muslimani*".

Parallèlement, la disparition de l'Empire ottoman et la création de la Turquie kémaliste en 1923 précipitent certaines recompositions de l'islam bosniaque. Ainsi, les nostalgies ottomanes s'effacent devant de nouvelles aspirations à l'unité politique et religieuse de l'*Umma*, comme l'atteste la participation de délégués bosniaques aux Congrès panislamiques de Jérusalem (1931) et de Genève (1935). De même, les jeunes oulémas bosniaques partent désormais se former à l'université cairote d'Al-Azhar, où ils rentrent en contact avec les idées réformistes de Mohammad Abduh, mais aussi avec celles du mouvement des Frères musulmans, fondé en 1928 par Hassan al-Banna. Ces influences extérieures se reflètent dans les débats internes au corps des oulémas : alors que le *Reis-ul-Ulema* Džemaludin Čaušević encourage la modernisation des institutions religieuses ou prône l'abandon du *fez* et du voile, un courant traditionaliste opposé à ces réformes se rassemble autour de l'Association des oulémas "*el-Hidaje*" ("La juste voie")⁸. Ce n'est donc pas un hasard si l'organisation "*Mladi Muslimani*" ("Jeunes Musulmans"), première expression organisée d'un courant panislamiste bosniaque, est créée en 1941 sur le modèle de l'organisation égyptienne du même nom ("*Gamaat al-shubban al-muslimin*"), et avec le soutien de Mehmed Handžić, président de l'association "*el-Hidaje*".

Pourtant, ce n'est pas parmi les oulémas ou les élèves des *medresas*, mais parmi les lycéens et étudiants musulmans que le courant panislamiste recrute la plupart de ses partisans. La jeunesse scolarisée, en effet, est particulièrement affectée par la crise d'identité et de représentation politique que connaît la communauté musulmane bosniaque. Deux alternatives s'offrent dès lors à elle : soit souligner sa communauté de langue avec ses congénères serbes et croates, et s'engager pour une nouvelle communauté yougoslave construite sur le modèle de l'Union soviétique, soit insister au contraire sur son identité religieuse propre, et rêver d'un Etat rassemblant à nouveau les populations musulmanes des Balkans⁹. Cette proximité sociologique entre jeunes communistes et jeunes panislamistes se reflète dans un premier temps sur le plan politique. Les uns et les autres, en effet, apportent leur soutien au Mouvement pour l'autonomie de la Bosnie-Herzégovine, lancé en 1939 par un certain nombre de responsables politiques, religieux et associatifs musulmans¹⁰. Mais cette coopération est de courte durée, et leurs chemins ne tardent pas à diverger radicalement.

En avril 1941, quelques semaines à peine après la création de l'organisation "*Mladi Muslimani*", l'attaque de l'armée allemande provoque en effet l'effondrement du Royaume de

Croates, et au *banovina* de Croatie ceux où les Croates sont plus nombreux que les Serbes. Dans ce partage, les Musulmans sont donc niés non seulement comme sujet politique, mais aussi comme réalité démographique.

⁷ Cette rupture de l'intelligentsia musulmane bosniaque avec ses identifications nationales traditionnelles serbe ou croate se traduit également par l'émergence d'un "néo-bosnisme" (*neo-bošnjaštvo*) prônant désormais l'emploi du qualificatif national "Bochniaque" ("*Bošnjak*") pour la seule communauté musulmane.

⁸ Sur les débats entre oulémas réformistes et traditionalistes en Bosnie-Herzégovine, voir Fikret KARČIĆ, *Društveno-pravni aspekt islamskog reformizma* [Aspect socio-juridique du réformisme islamique], Sarajevo : Islamski Teološki Fakultet (1990).

⁹ Cette idée de rassembler l'ensemble des populations musulmanes des Balkans explique l'intérêt avec lequel les "jeunes musulmans" suivront, en 1947, la création de l'Etat pakistanais, un de leurs bulletins clandestins ayant même pour titre... "*Pakistan*".

¹⁰ Voir Dana BEGIĆ, "Pokret za autonomiju Bosne i Hercegovine u uslovima sporazuma Cvetković-Maček" [Le Mouvement pour l'autonomie de la Bosnie-Herzégovine dans le contexte de l'accord Cvetković-Maček], *Prilozi instituta za historiju radničkog pokreta*, vol. IV, n° 4 (1968), p. 177-191.

Yougoslavie, la Bosnie-Herzégovine se retrouvant intégrée à l'Etat croate oustachi. Alors que les jeunes communistes rejoignent le mouvement des partisans dirigé par Tito, les "jeunes musulmans" soutiennent les responsables de l'association "*el-Hidaje*", qui tentent d'obtenir du IIIe Reich un rétablissement de l'autonomie de la Bosnie-Herzégovine¹¹. Certains d'entre eux s'engagent même dans la division SS "*Handžar*" ("Poignard"), constituée en 1943 à l'initiative du mufti de Jérusalem Amin al-Hussaini¹². A l'issue de la Seconde Guerre mondiale, alors que les jeunes communistes musulmans participent à l'instauration du nouveau pouvoir communiste, les "jeunes musulmans" doivent passer dans la clandestinité. Victime d'une répression de plus en plus sévère, l'organisation "*Mladi Muslimani*" disparaît finalement en 1949, les "jeunes musulmans" ayant échappé au peloton d'exécution et à la prison s'exilant ou cessant toute activité politique¹³.

L'arrivée des communistes au pouvoir ne se traduit pas seulement par la répression des "jeunes musulmans". Les oulémas et les notables compromis avec les oustachis ou le IIIe Reich sont également inquiétés et, dès 1947, le Parti communiste entreprend de réduire l'influence de la Communauté islamique (*Islamska zajednica*) en nationalisant les *waqfs*, en supprimant les tribunaux chariatiques et en fermant toutes les *medresas*, à l'exception de celle de Sarajevo. Ce démantèlement des institutions religieuses islamiques, associé à la modernisation économique et culturelle accélérée de la société bosniaque, explique le déclin rapide de la pratique religieuse au sein de la population musulmane : en 1989, à la sortie de la période communiste, 61 % des jeunes Musulmans de Bosnie-Herzégovine déclarent ne jamais se rendre à la mosquée, et 14 % seulement déclarent s'y rendre par conviction religieuse¹⁴.

Mais, là encore, pour bien comprendre les évolutions de l'islam bosniaque et du courant panislamiste en son sein, il faut les resituer dans un cadre plus général. En 1945, la Bosnie-Herzégovine est élevée au rang de république constitutive de la nouvelle Yougoslavie communiste et fédérale. Ce faisant, le Parti communiste (rebaptisé Ligue des communistes en 1954) met un frein aux prétentions serbes et croates sur ce territoire, et crée l'espace nécessaire à l'affirmation d'une identité musulmane. Mais, dans le même temps, en démantelant les institutions religieuses autour desquelles la population musulmane s'était jusqu'alors regroupée, il laisse cet espace inoccupé, comme l'atteste le fait que, dans les premiers recensements de l'après-guerre, une large majorité de Musulmans bosniaques se

¹¹ Voir Rasim HUREM, "Pokušaj nekih građanskih muslimanskih političara da Bosnu i Hercegovinu izdvoje iz okvira Nezavisne Države Hrvatske" [Les tentatives de certains politiciens bourgeois musulmans de sortir la Bosnie-Herzégovine du cadre de l'Etat indépendant croate], *Godišnjak društva istoričara Bosne i Hercegovine*, vol. XVI (1965) p. 191-220 ; R. HUREM, "Konceptije nekih muslimanskih građanskih političara o položaju Bosne i Hercegovine u vremenu od sredine 1943. do kraja 1944. Godine" [Les conceptions de certains politiciens bourgeois musulmans sur la situation de la Bosnie-Herzégovine entre le milieu de 1943 et la fin de 1944], *Prilozi instituta za historiju radničkog pokreta*, vol. IV, n° 4 (1968), p. 533-548.

¹² Voir Enver REDŽIĆ, *Muslimansko automaštvo i 13. SS divizija* [L'autonomisme musulman et la 13^e division SS], Sarajevo : Svjetlost (1987).

¹³ Sur l'organisation "*Mladi Muslimani*", voir en particulier Sead TRHUL, *Mladi Muslimani*, Zagreb : Globus (1990).

¹⁴ Dragomir PANTIĆ, "Prostorne, vremenske i socijalne koordinate religioznosti mladih u Jugoslaviji" [Variables spatiales, temporelles et sociales de la religiosité des jeunes en Yougoslavie], dans Srećko MIHAILOVIĆ (dir.) *Deca krize. Omladina Jugoslavije krajem osamdesetih* [Les enfants de la crise. La jeunesse de Yougoslavie à la fin des années 1980], Belgrade : IDN (1990), p. 222. A titre de comparaison, 70 % des jeunes Serbes et 35 % des jeunes Croates de Bosnie-Herzégovine déclarent ne jamais se rendre à l'église ; 3 % des jeunes Serbes et 33 % des jeunes Croates déclarent s'y rendre par conviction religieuse.

déclare “indéterminés”¹⁵. A partir des années 1960, la décentralisation progressive de la fédération yougoslave et l’émergence de nouvelles élites musulmanes produites par la modernisation communiste s’accompagnent donc d’une pression croissante pour la reconnaissance des Musulmans bosniaques comme nation spécifique. C’est chose faite en 1968, quand la Ligue des communistes de Bosnie-Herzégovine déclare officiellement que “il est apparu dans le passé, et la pratique socialiste actuelle le confirme, que les Musulmans constituent une nation distincte”¹⁶.

La reconnaissance de la nation musulmane comme sixième nation constitutive de la fédération yougoslave s’accompagne d’un processus d’“affirmation nationale” qui, conduit par les intellectuels laïcs liés à la Ligue des communistes, passe par une redécouverte de l’histoire et de la culture musulmanes bosniaques. Toutefois, la nation musulmane reste la seule à n’être pas directement identifiée à une république (la Bosnie-Herzégovine comptant en effet trois nations constitutives : Musulmans, Serbes et Croates¹⁷), et à ne pas disposer d’institution nationale propre, l’Académie des sciences et des arts de Bosnie-Herzégovine créée en 1960 rassemblant ainsi des membres des trois communautés. Dans ce contexte, et malgré la distinction officielle établie entre “Musulman” au sens national (“M” majuscule) et “musulman” au sens religieux (“m” minuscule)¹⁸, l’islam reste le principal marqueur identitaire de la nation musulmane bosniaque. La Communauté islamique, quant à elle, tend à s’ériger en institution nationale de substitution, comme en témoignent à partir des années 1970 la multiplication des constructions de mosquées et l’essor de la presse religieuse. Ce regain de visibilité de la Communauté islamique, paradoxal dans un contexte de sécularisation rapide de la population musulmane, va de pair avec son autonomisation relative vis-à-vis du pouvoir politique et une réactivation de ses liens avec le monde musulman (envoi d’élèves sortis de la *medressa* de Sarajevo dans les universités du monde arabe, développement de liens avec des pays tels que la Libye ou l’Arabie saoudite, ou avec des organisations telles que la Ligue islamique mondiale).

Dès lors, il n’est pas surprenant qu’à partir des années 1970, certains anciens de l’organisation “*Mladi Muslimani*” décident de s’investir dans les activités de la Communauté islamique. Forts du soutien de Husein Đozo, président de l’Association des oulémas et rédacteur en chef du bimensuel “*Preporod*” (“Renaissance”), ces “jeunes musulmans”

¹⁵ La catégorie “Musulman – au sens de l’appartenance ethnique” fait son apparition dans le recensement de 1961, mais la catégorie “*Musulman*” n’est reconnue comme une catégorie nationale à part entière que dans le recensement suivant, en 1971.

¹⁶ Résolution de la XIIe session du Comité central de la Ligue des communistes de Bosnie-Herzégovine (17 mai 1968), citée dans Atif PURIVATRA, *Nacionalni i politički razvoj Muslimana* [Le développement national et politique des Musulmans], Sarajevo : Svjetlost, (1969), p. 30.

¹⁷ De plus, aucune des trois nations constitutives de la Bosnie-Herzégovine ne représente la majorité absolue de la population bosniaque. Toutefois, en 1971, pour la première fois depuis la fin de la période ottomane, les Musulmans deviennent la communauté la plus importante de Bosnie-Herzégovine (39,6 %, contre 37,2 % de Serbes et 20,6 % de Croates). L’écart se creuse dans les années suivantes et, en 1991, la Bosnie-Herzégovine compte 43,7 % de Musulmans, 31,4 % de Serbes et 17,3 % de Croates. Sur les raisons de ces évolutions démographiques, voir X. BOUGAREL, “Bosnie : anatomie d’une poudrière”, *Hérodote*, n° 67 (4^e trimestre 1992), p. 84-147.

¹⁸ Le choix par la Ligue des communistes du terme “Musulman” (“*Musliman*”) pour désigner la nation musulmane bosniaque a fait l’objet de bien des commentaires et des interrogations. Mais il faut rappeler que le terme “Musulman” s’est imposé dans le langage courant dès la fin du XIXe siècle, en remplacement du terme “Turc” (“*Turčin*”), utilisé dans un sens religieux (“*turska vjera*” : “foi turque”) pendant la période ottomane. Par ailleurs, en choisissant le terme “Musulman” plutôt que celui de “Bochniaque” (“*Bošnjak*”), la Ligue des communistes cherchait à éviter toute identification privilégiée de la Bosnie-Herzégovine à une seule de ses communautés constitutives.

rédigent et diffusent de la littérature religieuse, multiplient les interventions dans les mosquées de Sarajevo, et reconstituent un réseau informel. Ils reprennent non seulement contact avec certains “jeunes musulmans” en exil, mais se lient aussi avec des étudiants étrangers venus faire leurs études en Yougoslavie, tels que Fatih al-Hassanain, étudiant soudanais lié au mouvement des Frères musulmans¹⁹. Surtout, par le biais d’un cercle de discussion organisé à Sarajevo dans la salle de prière des tanneurs (*tabački mesdžid*), et animé par un jeune imam, Hasan Čengić, ils parviennent à gagner à leurs idées certains élèves de la medressa. Alija Izetbegović, un “jeune musulman” condamné à trois ans de prison en 1946, ne tarde pas à devenir la figure centrale de ce courant panislamiste renouvelé. Quant à sa “*Déclaration islamique*”, resucée des grands thèmes de la littérature islamiste, elle en constitue une sorte de manifeste informel, dont des exemplaires circulent sous le manteau, et dont certains extraits sont publiés dans la presse religieuse²⁰.

Marginal y compris au sein de la Communauté islamique, le courant panislamiste bosniaque devient l’objet d’une attention accrue quand, suite à la révolution iranienne de 1979, la crainte du “fondamentalisme islamique” vient exacerber les clivages communautaires au sein de la Ligue des communistes, et contraint finalement les autorités de Sarajevo à trouver un bouc émissaire. En mars 1983, une vague de perquisitions et d’arrestations s’abat sur les principaux représentants du courant panislamiste, peu après que plusieurs d’entre eux se soient rendus clandestinement en Iran²¹. Cinq mois plus tard, A. Izetbegović, H. Čengić et onze autres personnes sont condamnés à de lourdes peines de prison. Ils font ainsi les frais de règlements de compte internes aux élites politiques yougoslaves, signes avant-coureurs d’une crise générale qui se profile déjà à l’horizon²². Mais c’est en martyrs qu’ils sortent de prison quelques années plus tard, à un moment où la crise est déjà suffisamment grave pour menacer la cohésion de la Ligue des Communistes, et de la Yougoslavie elle-même.

La captation panislamiste du nationalisme musulman

L’accession de Slobodan Milošević à la tête de la Ligue des Communistes de Serbie en 1987 et la suppression consécutive de l’autonomie des provinces serbes de Voïvodine et du Kosovo en 1989 finissent en effet de déstabiliser la fédération yougoslave. En Bosnie-Herzégovine, le réveil politique de la communauté musulmane date lui aussi de 1987, quand la condamnation pour malversations financières de Fikret Abdić, directeur du combinat agroalimentaire *Agrokomerc* et protégé du dirigeant communiste Hamdija Pozderac, provoque d’importantes manifestations en Cazinska Krajina (région de Bihać). Deux ans plus tard, c’est la Communauté islamique qui connaît une vague de contestation interne qualifiée de “mouvement des imams”. Conduit par des imams salafistes liés aux réseaux wahhabites saoudiens et par certains représentants du courant panislamiste, ce mouvement obtient la

¹⁹ Sur les liens entre F. al-Hassanain et le courant panislamiste bosniaque dans les années 1970, lire Munir GAVRANKAPETANOVIĆ, *Mladi će Mjesec opet blistati* [Le Croissant brillera de nouveau], Sarajevo : NIPP Ljiljan (1996), p. 355-386.

²⁰ D’importants extraits de la “Déclaration islamique” ont été publiés dans le *Takvim* (Almanach) de l’Association des oulémas de Bosnie-Herzégovine en 1972. Elle sera rééditée dans son intégralité en 1990 (Alija IZETBEGOVIĆ, *Islamska deklaracija*, Sarajevo : Bosna, 1990).

²¹ En janvier 1993, une délégation de cinq personnes (Omer Behmen, Hasan Čengić, Ismet Kasumagić, Edhem Bicakčić et Husein Živalj) assiste au Congrès d’unification des Chiites et des Sunnites organisé à Téhéran par les autorités révolutionnaires iraniennes, les contacts préalables ayant été établis par Teufik Velagić, “jeune musulman” exilé à Vienne depuis les années 1940. Plusieurs membres de cette délégation joueront un rôle essentiel dans la politique étrangère bosniaque des années 1990 (voir note 64).

²² Sur le procès de Sarajevo, voir Abid PRGUDA, *Sarajevski proces. Sudjenje muslimanskim intelektualcima 1983 g.* [Le procès de Sarajevo. Le jugement des intellectuels musulmans en 1983], Sarajevo (1990).

démission des responsables religieux les plus compromis avec le régime communiste, dont le *Reis-ul-ulema* Husein Mujić, alors remplacé par Jakub Selimoski, président de la Communauté islamique de Macédoine²³.

Les événements s'accélérent en 1990, quand l'introduction du pluripartisme et l'organisation d'élections libres se soldent dans toutes les républiques par la victoire des partis nationalistes. En Bosnie-Herzégovine, alors que la Ligue des communistes et ses organisations de masse donnent naissance à plusieurs partis "citoyens" (non-communautaires), trois partis nationalistes se constituent sur une base communautaire : le Parti de l'action démocratique (*Stranka demokratske akcije* – SDA), représentant la communauté musulmane²⁴, le Parti démocratique serbe (*Srpska demokratska stranka* – SDS) et la Communauté démocratique croate (*Hrvatska demokratska zajednica* – HDZ). Le 18 novembre 1990, lors d'élections générales, ces trois partis recueillent 71,1 % des voix (SDA : 30,4 %, SDS : 25,2 %, HDZ : 15,5 %) ²⁵, 201 sièges sur 240 au Parlement (SDA : 86, SDS : 70, HDZ : 45) et les sept sièges de la Présidence collégiale (SDA : A. Izetbegović, F. Abdić et Ejup Ganić, SDS : Momčilo Krajišnik et Biljana Plavšić, HDZ : Stjepan Kljuić et Franjo Boraš).

Or, les représentants du courant panislamiste jouent un rôle central dans la création du SDA en mars 1990, comme l'atteste la liste de ses membres fondateurs : sur 40 personnes figurent huit "jeunes musulmans" et plusieurs autres personnes liées au courant panislamiste ou à la mosquée de Zagreb, devenue à la fin des années 1980 le principal pôle de contestation islamique en Yougoslavie²⁶. Ce rôle moteur du courant panislamiste se reflète dans le fait que, à sa création, le SDA se définit non pas comme un parti national musulman, mais comme l'"alliance des citoyens de Yougoslavie appartenant au cercle historico-culturel musulman", au sens religieux du terme²⁷. Dans les mois suivants, toutefois, le SDA ne rencontre qu'un succès limité auprès des Albanais, des Turcs et des Tsiganes de Yougoslavie, qui créent leurs propres partis²⁸. Il connaît par contre un développement très rapide au sein de la population musulmane bosniaque, particulièrement dans les régions rurales de Bosnie-Herzégovine et du Sandjak²⁹, où ses rassemblements électoraux rassemblent une foule considérable. Le 18

²³ Nommé *Reis-ul-ulema* par intérim en novembre 1989, J. Selimoski est reconduit à ce poste par l'Assemblée islamique suprême (*Vrhovni islamski sabor*) en mars 1991 (67 voix sur 99), le candidat proche du courant panislamiste, Mustafa Cerić, n'en recueillant que 17.

²⁴ Les fondateurs du SDA auraient initialement voulu l'appeler Parti musulman yougoslave (*Jugoslovenska Muslimanska Stranka* -JMS) mais, à l'époque de sa création, l'interdiction de créer des partis sur une base ethnique ou religieuse était encore en vigueur en Bosnie-Herzégovine. Voir Maid HADŽIOMERAGIĆ, *Stranka demokratske akcije i stvarnost* [Le Parti de l'action démocratique et la réalité], Sarajevo (1991), p. 75.

²⁵ Pourcentages établis à partir des résultats du vote pour la Chambre des citoyens du Parlement bosniaque.

²⁶ Financée en grande partie par des fonds saoudiens et libyens et inaugurée en 1987, la mosquée de Zagreb marque une rupture architecturale et conceptuelle majeure avec les mosquées bosniaques traditionnelles : elle est en effet construite sur le modèle des centres islamiques (*Islamisches Zentrum*) qui apparaissent alors dans la diaspora turque en Allemagne, et dispose ainsi d'une bibliothèque, d'une salle de lecture et de deux salles de cinéma. Bénéficiant d'un climat politique plus libéral, ses animateurs (parmi lesquels son imam principal Mustafa Cerić) multiplient les activités culturelles et s'érigent en pôle autonome et contestataire au sein de la Communauté islamique. De façon significative, lorsque H. Čengić sort de prison en 1988, il quitte la Bosnie-Herzégovine pour occuper un poste d'imam à la mosquée de Zagreb.

²⁷ "Programska deklaracija" [Déclaration programmatique], reproduite dans *Muslimanski glas*, vol. I, n° 1 (novembre 1990), p. 62-64.

²⁸ Voir la contribution de Nathalie Clayer dans cet ouvrage.

²⁹ Le Sandjak comptait en 1991 440 275 habitants, dont 226 541 Musulmans (51,5 %), 113 078 Serbes (25,7 %), 84 714 Monténégrins (19,2 %) et 5 416 Albanais (1,2 %), concentrés dans la commune monténégrine de Plav. Cette particularité ethnique de la vallée de Plav et Gusinje, où de nombreux Musulmans de langue serbo-croate déclarent aussi avoir des origines albanaises, a pris en 1990 une traduction politique, puisque la population

novembre 1990, il recueille 70 % environ des voix musulmanes en Bosnie-Herzégovine, et plus de 80 % dans le Sandjak. Reste, dans ce contexte, à savoir dans quelle mesure les représentants du courant panislamiste parviennent à maintenir leur influence sur ce parti devenu “attrape-tout”.

Sur le plan programmatique, en effet, l’influence du courant panislamiste paraît bien maigre. Le programme du SDA reprend certes les principales revendications de la Communauté islamique (rétablissement des fêtes religieuses, dénationalisation des *waqfs*, révision des plans d’urbanisme pour la construction de mosquées dans les villes et les banlieues, introduction de nourriture *halal* dans les casernes, les hôpitaux et les prisons)³⁰, mais se prononce en faveur d’une économie de marché et d’une démocratie parlementaire de type occidental. A aucun moment, les dirigeants du SDA ne demandent l’instauration de la charia ou d’une république islamique, A. Izetbegović lui-même estimant qu’“un ordre islamique n’est pas possible” en Bosnie-Herzégovine, car un tel projet “ne rencontrerait aucun écho chez les gens”³¹. Malgré les filiations idéologiques de ses fondateurs, le SDA ne peut donc en aucun cas être qualifié de parti islamiste ou panislamiste. Il représente bien plus un parti nationaliste, la majeure partie de son programme et des déclarations de ses dirigeants étant centrée sur la réaffirmation de la souveraineté politique de la nation musulmane. Il se rapproche en cela du SDS et du HDZ, qui insistent eux aussi sur la souveraineté de leurs communautés respectives, et constitue du reste avec ces derniers une coalition électorale informelle destinée à battre les partis “citoyens”³².

La centralité du courant panislamiste, et par là même la spécificité du SDA, se retrouvent par contre sur le plan organisationnel. Au fur et à mesure de son développement, le SDA déborde des milieux religieux pour intégrer dans ses rangs des représentants de l’émigration politique (Adil Zulfikarpašić³³), des intellectuels laïcs liés à l’“affirmation nationale” des années 1970 (Muhamed Filipović), ainsi que bon nombre de notables proches de la Ligue des

musulmane locale n’était pas organisée au sein du SDA, mais du Parti pour l’égalité nationale des droits (*Stranka nacionalne ravnopravnosti* – SNR). Ce n’est qu’au milieu des années 1990 que le SDA sandjakois a étendu son influence à cette région, qui reste une pomme de discorde potentielle entre nationalistes musulmans et nationalistes albanais (historiquement, la vallée de Plav et Gusinje ne fait pas partie du *sandjak* de Novi Pazar, mais de celui de Peć).

³⁰ Anodines en soi, ces dispositions programmatiques permettent aux partisans du SDA au sein des institutions religieuses islamiques d’en contourner la neutralité officielle, et d’appeler à “voter pour les candidats et le parti qui garantissent une manifestation pleine, et non pas restreinte, des sentiments religieux” (message télévisé de Senahid Bristrić, président du *mešihat* de la Communauté islamique de Bosnie-Herzégovine, reproduit dans *Preporod*, vol. XXI, n° 479/16, 15 août 1990, p. 1).

³¹ *Oslobodjenje* (28 septembre 1990).

³² Ainsi, lors d’un rassemblement électoral à Banja Luka en novembre 1990, A. Izetbegović déclare qu’ “il serait très bon que se constitue en Bosnie-Herzégovine une coalition SDA-SDS-HDZ, et donc une coalition musulmano-serbo-croate” (*Oslobodjenje*, 7 novembre 1990). Cette coalition informelle a pour but de faciliter les mobilisations croisées des trois communautés constitutives de la société bosniaque, et de faire sauter les verrous institutionnels mis en place par la Ligue des communistes pour empêcher l’élection de représentants des partis nationalistes à la Présidence collégiale bosniaque. Voir X. BOUGAREL, *Bosnie, anatomie d’un conflit*, Paris : La Découverte (1996), p. 48-49.

³³ A. Zulfikarpašić, jeune militant communiste dans les années 1930, rompt avec le régime communiste et se réfugie en Suisse à la fin des années 1940. Il devient alors un ardent partisan de l’adoption du qualificatif national “Bochniaque”, et fonde dans les années 1960 un Institut bochniaque (*Bošnjački institut*) ainsi qu’une Alliance libérale des Bochniaques-Musulmans (*Liberalni savez Bošnjaka-Muslimana*) dont le secrétaire n’est autre que T. Velagić, “jeune musulman” installé à Vienne. Disposant d’une importante fortune personnelle, A. Zulfikarpašić prend en charge les frais d’avocat des accusés du procès de 1983, et devient un des principaux bailleurs de fonds du SDA dans les premiers mois de son existence. Voir Milovan DJILAS / Nadežda GAČE, *Bošnjak: Adil Zulfikarpašić* [Le Bochniaque Adil Zulfikarpašić], Zürich : Bošnjački Institut (1994).

communistes, en quête d'une nouvelle légitimité. Ce développement du SDA par cercles concentriques est particulièrement visible en Cazinska Krajina, où le SDA est créé par les représentants locaux du courant panislamiste (Mirsad Veladžić, Irfan Ljubijankić), mais ne prend un caractère massif qu'après le ralliement de F. Abdić, redevenu directeur d'*Agrokomerc*. Or, malgré cet élargissement rapide de la base du parti, ses instances dirigeantes restent clairement dominées par les représentants du courant panislamiste.

Sur les onze membres que compte le Comité exécutif du SDA, en effet, neuf peuvent être rattachés à ce courant, à commencer par son président, A. Izetbegović. La Commission des cadres, qui supervise la constitution des directions locales et des listes de candidats du parti, est quant à elle dirigée par Omer Behmen, ancien "jeune musulman" et co-accusé du procès de 1983. Lorsque, en septembre 1991, A. Zulfikarpašić et M. Filipović dénoncent publiquement cet état de fait, ils sont exclus par le Comité principal du parti, à une écrasante majorité (272 voix contre 11). La prédominance du courant panislamiste n'est pas aussi nette parmi les élus du parti, puisque sur les 86 députés du SDA, une dizaine seulement peuvent être, de près ou de loin, rattachés au courant panislamiste. De même, si l'un des représentants du SDA élus à la Présidence collégiale bosniaque est A. Izetbegović lui-même, les deux autres (F. Abdić et E. Ganić) sont d'anciens communistes. Il reste que le SDA désigne A. Izetbegović comme futur Président de la présidence collégiale, bien que F. Abdić ait obtenu un nombre de voix sensiblement supérieur (1 040 307 contre 874 213). Le choix des instances dirigeantes du SDA prévaut ainsi sur celui de ses électeurs.

Pour comprendre la capacité du courant panislamiste à garder le contrôle du SDA, toutefois, il ne suffit pas de s'intéresser à ses manœuvres d'appareil. Car sa véritable force réside dans sa capacité à se placer au centre des recompositions politiques suscitées par l'effondrement du système communiste et la crise de la fédération yougoslave. En tant que tel, le courant panislamiste ne représente guère que quelques centaines d'individus. Il contrôle l'hebdomadaire religieux "*Preporod*" depuis la vague de contestation qui a agité la Communauté islamique en 1989, mais reste minoritaire au sein de ses instances dirigeantes, face à Salih Čolaković, président de l'Association des oulémas et proche de l'Arabie saoudite³⁴. De même, le courant panislamiste n'exerce pratiquement aucune influence au sein de l'intelligentsia laïque. Mais, fort de ses positions politiques, il arrache d'abord aux oulémas le contrôle des ressources symboliques de l'islam. Puis, en échange d'une relégitimation religieuse, il s'assure le soutien – y compris financier – des intellectuels et des notables laïcs liés à la Ligue des communistes. Minoritaire au sein des élites religieuses et des élites laïques musulmanes, il se sert donc de sa double implantation politique et religieuse pour maîtriser leurs recompositions respectives, et capter à son profit la mobilisation nationaliste des Musulmans bosniaques.

Dans ce contexte, si les dirigeants du SDA se gardent bien d'évoquer le panislamisme comme idéologie politique, ils insistent par contre sur l'islam comme identité culturelle, facteur d'identification collective et de légitimation personnelle. Les rassemblements électoraux du SDA sont ainsi l'occasion d'un étalage de symboles religieux, les orateurs

³⁴ Associés au sein du "mouvement des imams" en 1989, imams salafistes et représentants du courant panislamiste ne tardent pas à s'affronter pour le contrôle de la Communauté islamique. En décembre 1990, S. Čolaković parvient à se faire élire président du *mešihat* de la Communauté islamique de Bosnie-Herzégovine contre S. Bistrić, candidat soutenu par le courant panislamiste, et place Halil Mehtić, imam originaire de Zenica, à la tête de l'Association des oulémas. Trois mois plus tard, il évince les représentants du courant panislamiste de la rédaction de "*Preporod*". Sur la défensive au sein des institutions religieuses, ceux-ci créent alors leur propre association d'oulémas, appelée "*el-Hidaje*" ("La juste voie") en référence à l'association du même nom ayant existé dans l'entre-deux-guerres.

ouvrant leurs discours par la formule “*Bismillah ir-rahman ir-rahim*” (“Au nom de Dieu bon et miséricordieux”), et saluant leurs auditeurs d’un “*Selam alejkum*” à l’époque peu fréquent en Bosnie-Herzégovine, pendant que la foule brandit une multitude de drapeaux verts frappés d’un croissant et d’une étoile, emblème officiel de la Communauté islamique. Consentante ou débordée, celle-ci se retrouve donc associée à la campagne électorale du SDA. En juin, les dirigeants de ce parti participent ostensiblement au premier pèlerinage de l’*Ajvatovica* organisé depuis 1947³⁵. Deux mois plus tard, le *Reis-ul-ulema* J. Selimoski ouvre en personne la grande prière collective organisée à Foča par le SDA, en mémoire des “*shahids*” (martyrs de la foi) tués par les Tchetsniks serbes pendant la Seconde Guerre mondiale. Informel pendant la campagne électorale, le soutien de la Communauté islamique au SDA est officialisé après le scrutin du 18 novembre, les autorités religieuses organisant des prières (*sedžda-i-šukr*) pour remercier Allah d’avoir accordé la victoire à ce parti.

La nature identitaire plutôt qu’idéologique de ce recours à l’islam est attestée par le fait que le premier conflit interne au SDA éclate autour de la définition même de l’identité musulmane. En septembre 1991, en effet, A. Zulfikarpašić, M. Filipović et leurs partisans proposent d’abandonner le qualificatif national “Musulman” pour celui de “Bochniaque”. Les représentants du courant panislamiste s’opposent bien évidemment à cette “laïcisation” de l’identité nationale musulmane, et parviennent à marginaliser leurs adversaires grâce au soutien des oulémas comme des principaux animateurs de l’“affirmation nationale” des années 1970. Exclus du SDA, A. Zulfikarpašić et M. Filipović créent l’Organisation musulmane bochniaque (*Muslimanska bošnjačka organizacija* – MBO), qui ne réalise qu’un faible score aux élections du 18 novembre 1990 (1,1 % des voix).

La constitution d’un nouvel Etat-parti

Après le 18 novembre 1990, la coalition électorale informelle des trois partis nationalistes se transforme en coalition gouvernementale. Dans ce cadre, le poste de Président de la présidence collégiale revient à A. Izetbegović (SDA), celui de Premier ministre à Jure Pelivan (HDZ), et celui de président du Parlement à Momčilo Krajišnik (SDS). Plus largement, les partis nationalistes se répartissent l’ensemble des postes de responsabilité, des portefeuilles ministériels à la direction des écoles et des commissariats de quartier, en passant par celle des administrations et des entreprises publiques. Cette communautarisation de la vie sociale et politique contribue à la désagrégation de la société bosniaque et se solde très tôt, au niveau local, par des phénomènes de discrimination à l’encontre des populations minoritaires.

Entre novembre 1990 et en avril 1992, toutefois, les partis nationalistes n’exercent qu’un contrôle limité sur l’appareil d’Etat : leurs constantes rivalités et querelles de pouvoir se soldent plutôt par une paralysie de ce dernier, et expliquent le maintien dans leurs fonctions de nombreux responsables économiques et administratifs proches des partis “citoyens” (ex-communistes). Cela vaut en particulier pour le SDA qui, contrairement au SDS et au HDZ, cherche à préserver la fiction d’un appareil d’Etat unifié, et ne peut s’appuyer sur un Etat voisin pour constituer ses propres institutions administratives et militaires. Dès 1991, en effet, le SDS et le HDZ mettent en place plusieurs “régions autonomes” serbes ou croates, et amorcent donc le démantèlement territorial de la Bosnie-Herzégovine. Le SDA s’oppose à

³⁵ L’*Ajvatovica* est un pèlerinage soufi ayant lieu chaque mois de juin près de la localité de Prusac (Bosnie centrale), interdit en 1947 par les autorités communistes et réactivé en 1990 par la Communauté islamique et le SDA. Voir Nathalie CLAYER / Alexandre POPOVIC, “Le culte d’Ajvatovica et son pèlerinage annuel”, dans Henri CHAMBERT-LOIR / Claude GUILLOT, *Le culte des saints dans le monde musulman*, Paris : Ecole française d’Extrême-Orient (1995), p. 353-365.

cette politique, mais constitue ses propres réseaux communautaires et partisans, comme l'atteste la création de l'association culturelle "*Preporod*" ("Renaissance"), de l'organisation caritative "*Merhamet*" ("Charité"), et surtout de la Ligue patriotique (*Patriotska Liga*), organisation paramilitaire clandestine chargée d'infiltrer la Défense territoriale et la police bosniaques et d'organiser la défense de la Bosnie-Herzégovine.

Le déclenchement du conflit bosniaque le 6 avril 1992 permet alors au SDA de substituer ses réseaux parallèles à un appareil d'Etat largement désorganisé par la défection des fonctionnaires serbes et la création d'une "République serbe" sur plus de la moitié du territoire bosniaque. Certes, deux représentants serbes liés aux partis "citoyens" remplacent ceux du SDS au sein de la Présidence collégiale, mais la coalition gouvernementale est reconduite entre le SDA et le HDZ : dans ce cadre, le premier tolère implicitement la constitution d'une "république croate d'Herceg-Bosna" en Herzégovine occidentale et en Bosnie centrale, et le second abandonne au SDA le contrôle des institutions républicaines. Le SDA peut alors contourner la Présidence collégiale pour mieux monopoliser le pouvoir de fait. Ainsi, le commandement de l'armée bosniaque à Sefer Halilović, principal responsable militaire de la Ligue patriotique, et l'organisation de l'industrie d'armement est confiée à Rusmir Mahmutćehajić, un intellectuel laïc proche du courant panislamiste³⁶. Au sein des forces armées, les chefs de milice liés au SDA font contrepoids aux officiers issus de l'armée yougoslave ou de la Défense territoriale bosniaque, souvent proches des partis "citoyens". Surtout, le SDA s'assure d'emblée le contrôle des principaux canaux de financement et de ravitaillement en armes par le biais de la *Third World Relief Agency* (TWRA), une organisation "humanitaire" dirigée à Vienne par H. Čengić et F. el-Hassanain, et peut ainsi tenir de l'extérieur une armée bosniaque dont il ne maîtrise pas encore la hiérarchie interne.

A partir de mars 1993, les affrontements croato-musulmans ont pour conséquence l'enclavement complet et le morcellement des territoires musulmans. Six mois plus tard, la dissidence politique de F. Abdić, partisan d'une acceptation du plan de paix proposé par les médiateurs David Owen et Thorvald Stoltenberg³⁷, débouche sur des affrontements armés entre Musulmans en Cazinska Krajina, et menace de provoquer l'implosion politique complète de la communauté musulmane³⁸. Le SDA doit alors restaurer l'appareil d'Etat qu'il a lui-même contribué à détruire. En octobre 1993, l'entrée de trois nouveaux représentants des

³⁶ R. Mahmutćehajić, jeune intellectuel lié à la Ligue des communistes, fréquente dans les années 1970 le cercle de discussion animé par H. Čengić. Entre 1990 et 1992, il n'exerce aucune fonction officielle, mais rédige de nombreux documents programmatiques du SDA et participe aux côtés de H. Čengić à la mise en place de la Ligue patriotique. De 1992 à 1994, il est responsable de l'industrie d'armement en Bosnie-Herzégovine. Devenu un des principaux partisans de l'abandon du qualificatif national "Musulman", il se heurte aux réticences du courant panislamiste, avant de rompre avec celui-ci en février 1994. Il se retire alors du SDA pour se consacrer à l'association culturelle "*Preporod*". En 1996, il fonde avec S. Halilović, premier commandant en chef de l'armée bosniaque, un parti marginal, le Parti patriotique bosniaque (*Bosanska patriotska stranka* – BPS).

³⁷ Le 29 juillet 1993, les médiateurs internationaux D. Owen (Union européenne) et T. Stoltenberg (ONU) rendent public un plan de paix largement inspiré d'un projet présenté peu auparavant par les présidents serbe (Slobodan Milošević) et croate (Franjo Tuđman). Ce plan prévoit la transformation de la Bosnie-Herzégovine en une Union de trois républiques ethniques (République serbe : 51 % du territoire bosniaque, République bosniaque : 30 %, République croate : 16 %), Sarajevo et Mostar (3 %) étant placés sous mandat international.

³⁸ Minoritaire au sein de la Présidence collégiale et marginalisé sur le plan national, F. Abdić se replie sur son "fief" de Cazinska Krajina. Le 27 septembre 1993, il y proclame une "Province autonome de Bosnie occidentale" (*Autonomna provincija zapadne Bosne*), qui contrôle le nord de l'enclave de Bihać et passe des accords de paix séparés avec la "République serbe" et l'"Herceg-Bosna" croate. A la même époque, des tensions similaires se font sentir dans les enclaves musulmanes de Srebrenica, Žepa et Tešanj. En mars 1994, la création de la Fédération croato-musulmane prive F. Abdić du soutien politique et logistique de la Croatie et, cinq mois plus tard, le Ve Corps de l'armée bosniaque parvient à s'emparer de Velika Kladuša, la capitale de la "Province autonome de Bosnie occidentale".

partis “citoyens” dans la Présidence collégiale³⁹ et la formation d’un nouveau gouvernement par H. Silajdžić⁴⁰ sont suivies par l’élimination de certaines milices incontrôlées, et par une reprise en main générale de l’armée et de l’administration. Mais cette restauration de l’Etat va de pair avec d’importants remaniements au sein de la hiérarchie militaire, et avec l’entrée en force des représentants du courant panislamiste dans l’appareil d’Etat, comme l’illustre leur désignation à la tête de préfectures de région (M. Veladžić à Bihać) ou de grandes entreprises publiques (Edhem Bičakčić à *Elektroinvest*).

Surtout, les réseaux parallèles mis en place par le courant panislamiste du SDA ne disparaissent pas pour autant. Ils parviennent même à s’emparer de certains canaux de ravitaillement jusqu’alors contrôlés par F. Abdić, et s’organisent désormais autour d’un axe Vienne-Zagreb-Visoko. A Vienne, la *Third World Relief Agency* supervise la collecte des fonds dans le monde musulman et les reverse à une Organisation pour l’aide aux Musulmans de Bosnie-Herzégovine créée en 1994 à Zagreb⁴¹. La TWRA et l’Organisation pour l’aide aux Musulmans de Bosnie-Herzégovine prennent également en charge l’achat des armes et des équipements militaires et leur acheminement vers le Centre logistique principal de l’armée bosniaque, basé à Visoko et dirigé par Halid Čengić, père de Hasan⁴². Armes et équipements sont alors redistribués selon des critères d’allégeance politique, le SDA créant ainsi un véritable système de “clientélisme idéologique” au sein des forces armées.

Dans ce contexte, la création de la Fédération croato-musulmane en mars 1994 constitue moins une étape vers la réintégration politique de la Bosnie-Herzégovine que le préalable à une simple restauration de la coalition SDA-HDZ. Celle-ci se traduit non seulement, *de facto*, par le maintien de deux entités politiques, militaires et territoriales distinctes, mais par une marginalisation du gouvernement de H. Silajdžić au profit d’une Commission mixte SDA-HDZ. Protestant contre la persistance de réseaux de pouvoir parallèles et contre la réduction progressive de ses propres prérogatives, H. Silajdžić finit par démissionner de son poste de Premier ministre le 21 janvier 1996, un mois à peine après la signature des accords de Dayton (14 décembre 1995). Dès le lendemain, il est exclu du SDA par les instances dirigeantes du parti.

³⁹ Dès 1992, suite au départ des représentants du SDS, deux représentants serbes des partis “citoyens” (Nenad Kecmanović, remplacé peu après par Tatjana Ljujić-Mijatović, et Mirko Pejanović) rentrent dans la Présidence collégiale, alors que S. Kljuić, en rupture avec le HDZ, en est évincé de manière inconstitutionnelle. En octobre 1993, les deux représentants du HDZ (F. Boraš et Miro Lazić) sont remplacés par deux représentants croates des partis “citoyens” (Ivo Komšić et S. Kljuić, ce dernier ayant créé entre temps le Parti républicain – *Republikanska stranka*), et F. Abdić par Nijaz Duraković, président du Parti social-démocrate (*Socijaldemokratska partija* – SDP, ex-Ligue des communistes). Les partis “citoyens” se retrouvent donc majoritaires au sein de la Présidence collégiale, mais celle-ci est en fait réduite à une fonction de représentation extérieure, les pouvoirs présidentiels étant monopolisés par A. Izetbegović et son entourage.

⁴⁰ H. Silajdžić, issu d’une famille d’oulémas et élève la *medressa* de Sarajevo, ne peut être considéré comme appartenant au courant panislamiste, même s’il semble avoir fréquenté le *tabački mesdžid* dans les années 1970. En décembre 1989, il est nommé par le nouveau *Reis-ul-ulema* J. Selimoski secrétaire aux relations internationales du *rijaset* de la Communauté islamique de Yougoslavie, avant de devenir un an plus tard ministre des Affaires étrangères de Bosnie-Herzégovine.

⁴¹ L’Organisation pour l’aide aux musulmans de Bosnie-Herzégovine (*Organizacija za pomoć Muslimanima Bosne i Hercegovine*) n’est en fait qu’une annexe de la TWRA, permettant de contourner le gouvernement de H. Silajdžić sous prétexte que les dons provenant du monde musulman ne sont pas destinés à la Bosnie-Herzégovine en tant que telle, mais aux seuls Musulmans bosniaques. Les membres du conseil d’administration de la TWRA et de l’Organisation pour l’aide aux musulmans de Bosnie-Herzégovine sont largement les mêmes, et sont tous plus ou moins liés au courant panislamiste bosniaque.

⁴² Sur le rôle de la TWRA pendant le conflit bosniaque, voir entre autres John POMFRET, “Bosnian Officials Involved in Arms Trade Tied to Radical States” et “Agency Funneled Millions of Dollars of Illegal Arms to Bosnia”, *The Washington Post* (22 septembre 1996), p. A1 et A26.

Le mode d'exercice du pouvoir instauré par le SDA au cours du conflit bosniaque, dans lequel des institutions réduites à un rôle de figuration extérieure sont doublées par des réseaux détenteurs de l'essentiel du pouvoir, a pour conséquence un véritable dédoublement de l'Etat bosniaque. Ainsi, les membres de la Présidence collégiale se voient privés de leurs prérogatives au profit d'A. Izetbegović et de ses proches. De même, une Assemblée bochniaque (*Bošnjački sabor*) rassemblant en dehors de tout cadre légal les représentants de la seule communauté musulmane est constituée à côté du Parlement élu en novembre 1990. Enfin, au sein de l'armée bosniaque, des "brigades musulmanes" directement financées par les réseaux parallèles du SDA et encadrées par des *pasdarans* iraniens apparaissent à côté des unités régulières.

Ce contournement de l'Etat par des réseaux partisans, puis sa monopolisation progressive par le SDA, aboutissent finalement à la reconstitution d'un Etat-parti dans lequel responsabilités étatiques et responsabilités partisans tendent à se confondre. A. Izetbegović est ainsi simultanément Président de la Présidence collégiale et Président du SDA, et use avec talent de cette ubiquité présidentielle. Reposant sur une coalition entre partis nationalistes, la Fédération croato-musulmane créée par les accords de Washington accentue ce phénomène, comme l'illustre à partir de 1994 l'ascension politique de E. Bičakčić, nommé coprésident de la Commission mixte SDA-HDZ.

En même temps qu'il étend son contrôle sur l'appareil d'Etat, le SDA s'entoure de "courroies de transmission" chargées d'encadrer la population. L'Assemblée bochniaque rassemble ainsi des représentants des principales organisations communautaires musulmanes, cooptés sur un mode qui évoque le "système des délégations" propre à la Yougoslavie autogestionnaire⁴³. Dans un contexte d'économie d'assistance, l'organisation caritative "*Merhamet*" et les associations de réfugiés, d'anciens combattants ou de familles de martyrs jouent un rôle semblable à celui des organisations syndicales dans l'économie planifiée des régimes communistes : les pratiques de "clientélisme idéologique" initiées par le SDA se retrouvent en effet dans le domaine civil, en ce qui concerne par exemple l'attribution des logements ou la distribution du courant électrique et de l'aide humanitaire.

Si les similitudes entre les pratiques du SDA et celles de la Ligue des communistes sont donc flagrantes, les différences ne doivent pas pour autant être négligées. Ainsi, le SDA se considère comme le seul représentant légitime de la communauté musulmane et réduit les représentants des partis "citoyens" à un rôle de figuration, mais ne remet jamais en cause le principe du multipartisme. De même, il contrôle les médias électroniques d'Etat, mais tolère une presse indépendante. Enfin, il cherche moins à mobiliser la population en sa faveur qu'à s'assurer de son allégeance passive. En cela, les modes d'exercice du pouvoir du SDA évoquent moins les régimes communistes d'avant 1989 que ceux apparus par la suite dans d'autres Etats issus de la Yougoslavie communiste (Serbie, Croatie) ou de l'Union soviétique (Russie, Biélorussie).

Cette constitution progressive d'un nouvel Etat-parti se double d'un profond renouvellement du SDA lui-même. Les premiers mois du conflit entraînent d'abord la mise à l'écart de

⁴³ Le "système des délégations" était un système de type néo-corporatiste dans le cadre duquel les membres des assemblées provinciales et républicaines, de type tricaméral (Chambre du travail associé, Chambre des municipalités et Chambre socio-politique), n'étaient pas élus au suffrage universel mais désignés par les conseils ouvriers, les conseils municipaux et les organisations de masse. Voir Jim SEROKA / Radoš SMILJKOVIĆ, *Political Organizations in Socialist Yugoslavia*, Durham : Duke University Press (1986).

nombreux notables par les chefs de milice et les entrepreneurs mafieux qui, à l'époque, détiennent l'essentiel du pouvoir local. La rupture de F. Abdić avec le SDA ou le remplacement des maires de la plupart des grandes villes sous contrôle musulman ont, de ce point de vue, valeur de symboles⁴⁴. Puis, à partir de l'automne 1993, la pénétration du SDA au sein d'un appareil d'Etat reconstitué se double d'un mouvement inverse, à savoir l'entrée dans le parti d'officiers, de hauts fonctionnaires et de directeurs liés à l'ancien système communiste. Par remplacement ou par ralliement, le SDA parvient donc à se doter des cadres qui lui faisaient défaut lors de son accession au pouvoir en novembre 1990, et à s'emparer d'un appareil d'Etat qu'il ne contrôlait jusqu'alors qu'indirectement. L'entrée du ministre de l'Intérieur Bakir Alispahić et du chef de la sécurité militaire Fikret Muslimović dans les instances dirigeantes du parti en mars 1994, puis celle des généraux Atif Dudaković et Mehmet Alagić en janvier 1996, illustrent ce processus de reconversion d'une partie des élites militaires, politiques et économiques formées dans la période communiste.

Loin de menacer la position centrale du courant panislamiste, ce renouvellement du SDA ne fait que la renforcer, comme l'atteste sa capacité à venir à bout des dissidences internes au parti⁴⁵. Dans les premiers mois du conflit, en effet, la forte cohésion idéologique de ce courant, renforcée par des liens personnels et familiaux de longue date, lui donne un avantage essentiel sur ses adversaires politiques. Par la suite, le contrôle des postes-clés au sein des réseaux partisans du SDA lui permet de maîtriser la restauration de l'appareil d'Etat comme le renouvellement du parti. Il peut dès lors s'appuyer sur les représentants d'élites communistes en mal de reconversion et de relégitimation pour éliminer des personnalités plus indépendantes telles que H. Silajdžić. Enfin, il acquiert au cours du conflit la puissance financière et l'expérience politique qui lui faisaient défaut lors de la fondation du SDA. Reste à savoir dans quelle mesure ce renforcement du courant panislamiste correspond à la mise en oeuvre d'un projet politique panislamiste en Bosnie-Herzégovine, et à un réel mouvement de réislamisation au sein de la communauté musulmane bosniaque.

Le SDA entre souveraineté musulmane et territoire bosniaque

De ce point de vue, il importe d'abord de savoir quels sont les choix politiques du SDA dans la recomposition de l'espace yougoslave, et quelle est l'influence spécifique que le courant panislamiste exerce sur eux. En effet, si le SDS et le HDZ ne dissimulent guère leurs projets nationalistes, il n'en va pas de même pour le SDA, dont l'attitude avant et pendant le conflit bosniaque reste l'objet de bien des controverses.

Paradoxalement, l'influence spécifique du courant panislamiste se traduit dans un premier temps par l'engagement du SDA en faveur du maintien de la Yougoslavie, condition *sine qua*

⁴⁴ Entre 1992 et 1994 sont ainsi remplacés les maires de Zenica (Ibrahim Alispahić, février 1992), Bihać (Nenad Ibrahimpašić, septembre 1993) et Sarajevo (Muhamed Krešeljaković, avril 1994). Paradoxalement, le seul maire de grande ville élu en 1990 restant en fonction jusqu'à la fin de la guerre est Selim Beslagić, maire de Tuzla et président de l'Union des sociaux-démocrates bosniaques (*Unija bosanskih socijaldemokrata* – UBSD). Mais les deux principaux conseillers municipaux du SDA à Tuzla, Mehmed Begović et Asim Tenić, sont exclus du parti pour avoir justement refusé de provoquer sa chute.

⁴⁵ Cette capacité reste toutefois limitée à la seule Bosnie-Herzégovine. Les branches du SDA en Macédoine et au Kosovo s'autonomisent rapidement (voir la contribution de N. Clayer dans cet ouvrage), et le SDA sandjakois est traversé par de nombreux conflits internes dans lesquels la direction du parti hésite à s'engager (voir les notes 52, 58, 61 et 109).

non au rassemblement de l'ensemble du "cercle historico-culturel musulman"⁴⁶. Ce constat doit toutefois être doublement relativisé. D'une part, cet engagement originel du SDA en faveur de la Yougoslavie s'explique aussi par des considérations tactiques semblables à celles de la JMO dans l'entre-deux-guerres, et par le fort attachement d'une majorité de Musulmans à la construction yougoslave⁴⁷. D'autre part, l'exacerbation de la crise yougoslave conduit très vite les dirigeants du SDA à se recentrer sur la seule nation musulmane, et à opter dès lors pour l'indépendance de la Bosnie-Herzégovine. Dès février 1991, le SDA soumet ainsi au Parlement bosniaque une "*Déclaration sur la souveraineté et l'indivisibilité de la Bosnie-Herzégovine*" ne mentionnant même pas l'existence de la Yougoslavie⁴⁸.

Au-delà de quelques velléités panislamistes et yougoslaves, le projet politique du SDA s'articule donc autour de trois objectifs : la souveraineté de la nation musulmane, l'indépendance et l'intégrité territoriale de la Bosnie-Herzégovine, l'autonomie territoriale du Sandjak. Réunis, ces trois objectifs esquissent les contours de ce qui pourrait être qualifié de projet "grand-musulman" du SDA : un Etat réunissant la Bosnie-Herzégovine et le Sandjak, dans lequel les Musulmans seraient majoritaires, et les Serbes et les Croates réduits au statut de minorité nationale⁴⁹. Cette volonté des dirigeants du SDA de créer à terme un Etat national musulman transparait dans leur insistance sur le caractère majoritaire des Musulmans en Bosnie-Herzégovine⁵⁰, ou dans les propos maladroits de A. Izetbegović qui, à la veille du conflit, se déclare prêt à "inscrire dans la Constitution [bosniaque] l'assurance que la Bosnie ne deviendra pas un Etat musulman dans les cinquante prochaines années"⁵¹.

Si le projet "grand-musulman" des dirigeants du SDA apparaît parfois en filigrane dans leurs propos, il est cependant peu probable qu'il joue un rôle important dans leurs choix politiques concrets. En effet, les rapports de forces politiques et militaires qui caractérisent la recomposition de l'espace yougoslave les contraignent à se rabattre sur des objectifs beaucoup plus limités. Dans ce contexte, les divers éléments de ce projet nationaliste se révèlent plus contradictoires que complémentaires, la revendication d'une autonomie territoriale pour le Sandjak contredisant ainsi le principe d'intangibilité des frontières mis en avant en Bosnie-

⁴⁶ Dans sa "*Déclaration programmatique*", le SDA se prononce pour "le maintien de la Yougoslavie comme libre communauté de nations et de républiques souveraines", et déclare qu'il "ne travaillera pas avec les partis qui oeuvrent à la destruction de la Yougoslavie". Voir "Programska Deklaracija", op. cit.

⁴⁷ Dans un sondage d'opinion réalisé au début de l'année 1990, 62,6 % des Musulmans de Bosnie-Herzégovine se prononcent en faveur d'un renforcement des compétences de la fédération yougoslave (76,0 % des Serbes et 48,2 % des Croates), et 9,5 % seulement en faveur d'un renforcement des compétences républicaines (3,6 % des Serbes et 29,8 % des Croates) (voir Ratko DUNDJEROVIĆ, "Faktorska distribucija stavova javnog mnjenja o međunacionalnim odnosima" [Facteurs de distribution des positions de l'opinion publique sur les relations interethniques], *Sveske instituta za proučavanje nacionalnih odnosa*, n° 28-29, 1990, p. 299). Dans un autre sondage d'opinion sur l'avenir de la Yougoslavie réalisé en avril 1991, 36,7 % des Musulmans se prononcent en faveur d'un Etat fédéral (53,3 % des Serbes et 18,4 % des Croates), et 46,7 % en faveur d'une confédération d'Etats souverains (23,3 % des Serbes et 52,6 % des Croates) (*Borba*, 18 avril 1991).

⁴⁸ "Deklaracija o državnoj suverenosti i nedjeljivosti Bosne i Hercegovine", *Muslimanski glas*, vol. II, n° 3 (20 février 1991), p. 1.

⁴⁹ Ce projet "grand-musulman" préserve indirectement l'utopie panislamique des fondateurs du SDA, dans la mesure où le Sandjak assure une continuité territoriale entre la Bosnie-Herzégovine, le Kosovo et l'Albanie.

⁵⁰ Lors du recensement de population organisé en avril 1991, le slogan employé par le SDA pour appeler les Musulmans à y participer est : "*De notre nombre dépendent nos droits*". De même, dans les semaines qui précèdent ce recensement, le SDA et la Communauté islamique affirment que les Musulmans – en comptant ceux qui se déclarent "Yougoslaves" – constituent plus de 50 % de la population bosniaque. Voir par exemple Džemaludin LATIĆ, "Borba za bolju političku poziciju" [Une lutte pour une position politique meilleure], *Muslimanski glas*, vol. I, n° 2 (20 février 1991), p. 1 et 3.

⁵¹ Déclaration faite le 26 février 1992 à la télévision bosniaque, citée dans Emir HABUL, "Put u nezavisnost" [Le chemin vers l'indépendance], *Oslobodjenje* -éd. eur. (9 mars 1995), p. 3.

Herzégovine⁵² et, plus largement, l'insistance sur la souveraineté propre de la nation musulmane mettant en péril l'intégrité territoriale de la Bosnie-Herzégovine.

Du reste, cette tension entre souveraineté musulmane et territoire bosniaque se trouve au centre des dilemmes et des clivages politiques qui traversent le SDA avant et pendant le conflit bosniaque. Mais, contrairement à la JMO qui, dans l'entre-deux-guerres, renonçait à la souveraineté de la communauté musulmane pour mieux préserver la Bosnie-Herzégovine, le SDA tend à faire le contraire. En cela, le nationalisme du SDA est musulman plutôt que bosniaque, identitaire plutôt que territorial, cette réalité s'expliquant en grande partie par l'influence du courant panislamiste en son sein. Ce primat accordé à la souveraineté de la nation musulmane se traduit par le fait que les dirigeants du SDA ne cessent jamais de privilégier le principe d'une coalition avec les autres partis nationalistes, et avec le HDZ en premier lieu, et apparaît clairement chaque fois qu'ils sont contraints par les événements de choisir entre souveraineté musulmane et territoire bosniaque.

Ainsi, pendant l'été 1991, les indépendances slovène et croate (21 juin) et l'escalade des affrontements armés en Croatie placent le SDA devant un choix délicat : accélérer la marche de la Bosnie-Herzégovine vers l'indépendance, au risque de précipiter son éclatement, ou accepter son maintien dans une fédération yougoslave réduite. C'est dans ce contexte que, le 1^{er} août 1991, l'Organisation musulmane bochniaque (MBO, scission minoritaire du SDA) et le SDS rendent public un projet d'"accord historique serbo-musulman" envisageant à demi-mot un tel maintien, en échange de la préservation de l'intégrité territoriale de la Bosnie-Herzégovine⁵³. Mais, après quelques hésitations, le SDA rejette cet accord et engage le processus qui conduira à la proclamation officielle de la souveraineté de la Bosnie-Herzégovine le 15 octobre 1991, puis à son indépendance le 1^{er} mars 1992.

Or, dans cette divergence de vue qui oppose la MBO au SDA, c'est bien l'opposition entre souveraineté musulmane et intégrité territoriale bosniaque qui est en jeu. A travers l'"accord historique serbo-musulman", en effet, les dirigeants de la MBO cherchent à préserver la Bosnie-Herzégovine de toute partition territoriale, quitte à lui subordonner la souveraineté de la nation musulmane; les dirigeants du SDA, au contraire, ont pour préoccupation première l'affirmation de cette même souveraineté, au risque de l'intégrité territoriale de la Bosnie-Herzégovine. Et quand la MBO défend un accord qui "éloignerait le danger de guerre civile et de partage territorial entre la Serbie et la Croatie"⁵⁴, le SDA rejette l'idée d'une "Yougoslavie restreinte dans laquelle les Serbes seraient numéro un, et les Musulmans numéro deux"⁵⁵.

Deux ans plus tard, la proposition faite par les médiateurs D. Owen et T. Stoltenberg de transformer la Bosnie-Herzégovine en une union de trois républiques⁵⁶ place à nouveau le SDA devant des choix douloureux. Le conflit qui oppose alors F. Abdić aux dirigeants du

⁵² Le 11 mai 1991, le SDA annonce la création d'un Conseil national musulman du Sandjak (*Muslimansko nacionalno vijeće Sandžaka*), qui organise le 25 octobre de la même année un plébiscite sur "l'autonomie politique et territoriale du Sandjak, avec le droit de se rattacher à une des républiques souveraines [de la fédération yougoslave]" (bulletin de vote reproduit dans *Borba*, 25 octobre 1991). Ce plébiscite provoque une première crise au sein du SDA sandjakois, le député Mahmut Memić dénonçant le passage d'une revendication d'autonomie culturelle à celle d'autonomie territoriale, et étant peu après exclu du SDA.

⁵³ Voir "Sporazum MBO-SDS" [Accord MBO-SDS], reproduit dans *Oslobodjenje* (2 août 1991).

⁵⁴ M.B.O., *Uz prijedlog srpsko-muslimanskog sporazuma* [En complément de la proposition d'accord serbo-musulman], Sarajevo (1991), p. 2.

⁵⁵ Fahira FEJZIĆ, "Takozvani istorijski srpsko-muslimanski dogovor" [Le pseudo-accord historique serbo-musulman], *Muslimanski glas*, vol. II, n° 15 (2 août 1991), p. 2.

⁵⁶ Voir note 37.

SDA a lui aussi pour enjeu la souveraineté de la nation musulmane. Dans cette crise majeure, en effet, A. Izetbegović est souvent présenté comme le défenseur de la Bosnie-Herzégovine, face à un F. Abdić qui, avec le plan Owen-Stoltenberg, en accepterait la partition définitive. Pourtant, la réalité est plus complexe. En 1993, l'infériorité militaire et l'isolement diplomatique de la communauté musulmane amènent F. Abdić comme A. Izetbegović à renoncer à l'intégrité territoriale de la Bosnie-Herzégovine. Mais ce renoncement n'a pas la même signification pour les deux hommes. Pour F. Abdić, il va de pair avec un abandon de la souveraineté de la nation musulmane, l'entité musulmane devant faire allégeance aux Etats voisins pour assurer sa survie. Pour A. Izetbegović, au contraire, le renoncement à l'intégrité territoriale bosniaque est le prix à payer pour constituer une entité musulmane souveraine. Dans le premier cas, les lignes de partage importent peu. Dans l'autre, elles constituent une question essentielle (continuité territoriale, accès à la mer et à la Save).

Si A. Izetbegović se prononce contre le plan Owen-Stoltenberg, ce n'est donc pas parce qu'il refuse le principe d'une partition, mais parce qu'il en rejette les modalités proposées. Le véritable enjeu dans son conflit avec F. Abdić n'est pas l'intégrité territoriale de la Bosnie-Herzégovine, mais bien la souveraineté de la nation musulmane. La preuve en est que, le 16 septembre 1993, dans le cadre des négociations sur le plan Owen-Stoltenberg, A. Izetbegović signe avec le négociateur serbe M. Krajišnik un accord autorisant l'entité serbe à faire sécession de la future Union des républiques de Bosnie-Herzégovine. Cinq mois plus tard, le 7 février 1994, un groupe de députés du SDA propose même au Parlement bosniaque de proclamer unilatéralement une "République bosniaque" définie comme "Etat indépendant et démocratique de la nation bosniaque [musulmane], les Serbes et les Croates ayant dans cet Etat un statut de minorité [nationale]"⁵⁷.

Au moment des affrontements croato-musulmans, la tentation de constituer un Etat musulman existe donc bel et bien au sein du SDA, et de son courant panislamiste en particulier. Il faut cependant souligner que cette tentation de créer une entité musulmane séparée sur une partie du territoire bosniaque n'implique pas la volonté d'en expulser systématiquement les populations serbes et croates, comme l'atteste au demeurant le projet de résolution du 7 février 1994. Contrairement à ceux du SDS et du HDZ, les dirigeants du SDA n'approuvent donc pas le principe du nettoyage ethnique, même si l'armée bosniaque le pratique à plusieurs reprises, et si les Serbes et les Croates restés en territoire musulman sont l'objet de multiples discriminations. Bien au contraire, ces mêmes dirigeants se réfèrent régulièrement au Coran pour souligner l'obligation faite aux musulmans de prendre sous leur protection les "gens du Livre" ("*ahl-al-kitab*" : juifs et chrétiens). En cela, il est possible de dire que le panislamisme des fondateurs du SDA vient adoucir leur nationalisme.

Quoi qu'il en soit, plusieurs obstacles majeurs s'opposent à la création d'une entité musulmane séparée. D'une part, les rapports de forces militaires et diplomatiques ne permettent pas d'atteindre l'objectif territorial minimal que se fixent les partisans d'une partition, à savoir, selon Džemaludin Latić, co-accusé du procès de 1983 et rédacteur en chef de l'hebdomadaire "*Ljiljan*" ("Le lys", organe officiel du SDA), 45 % du territoire de la Bosnie-Herzégovine plus le Sandjak⁵⁸. D'autre part, toute prise de position explicite en faveur

⁵⁷ Déclaration du député Muhamed Kupusović à la session du Parlement bosniaque du 7 février 1994, reproduite dans *Ljiljan*, vol. III, n° 57 (16 février 1994). Sur cet épisode peu connu, voir également le témoignage de Ivo Komšić, membre de la Présidence collégiale bosniaque, dans l'hebdomadaire *Svijet* (*Svijet*, n° 29, 15 août 1996).

⁵⁸ Voir Džemaludin LATIĆ, "Šta može donijeti Ženeva?", *Ljiljan*, vol. III, n° 29 (4 août 1993). Vers la même époque, la revendication d'autonomie territoriale pour le Sandjak -en sommeil depuis avril 1992- est réactivée, le Conseil national musulman du Sandjak présentant en juin 1993 un "*Mémoire sur l'établissement d'un statut*

d'une partition de la Bosnie-Herzégovine provoque de vives réactions, de la part des partis "citoyens" comme au sein du SDA et des associations qui lui sont liées : le projet de résolution du 7 février 1994 suscite en particulier une forte contestation menée par R. Mahmutćehajić⁵⁹ et les intellectuels laïcs de l'association culturelle "*Preporod*", et doit finalement être retiré.

Par la suite, la création de la Fédération croato-musulmane en mars 1994 met fin à l'isolement diplomatique et à l'infériorité militaire de la communauté musulmane, et rend caducs les projets de création d'une entité musulmane séparée. La mise en oeuvre de cette Fédération, toutefois, suscite de nouvelles ambiguïtés et de nouveaux conflits. Pour les partis "citoyens", en effet, la Fédération n'est qu'une étape vers la réintégration politique de la Bosnie-Herzégovine : ils insistent donc sur le primat des institutions républicaines, et sur leur caractère pluricommunautaire. Pour les dirigeants du SDA, au contraire, elle est l'occasion de restaurer la coalition SDA-HDZ, et d'identifier les institutions républicaines à la seule nation musulmane. Le 3 août 1995, ils font ainsi adopter par le Parlement une réforme constitutionnelle attribuant implicitement la Présidence de la Présidence collégiale à un Musulman⁶⁰. Par ce geste, ils privilégient à nouveau l'affirmation de la souveraineté de la nation musulmane au détriment de la réintégration politique de la Bosnie-Herzégovine.

Il reste que, dans l'espace yougoslave comme au sein de la communauté musulmane, le courant panislamiste du SDA n'est pas assez fort pour imposer sa propre vision de l'avenir politique de la Bosnie-Herzégovine. Dans ces conditions, les dirigeants du SDA préfèrent rester dans l'ambiguïté, réaffirmant leur attachement à une Bosnie-Herzégovine unie et pluricommunautaire tout en transformant les territoires contrôlés par l'armée bosniaque en entité musulmane de fait. A partir de 1994, cette ambiguïté est justifiée par certains discours sur une "réintégration en deux temps" de la Bosnie-Herzégovine, la consolidation des territoires musulmans devant favoriser à terme la réintégration des territoires serbes et croates. Lors des premières élections de l'après-guerre, organisées en septembre 1996, elle se reflète dans l'adoption de deux slogans largement contradictoires: "*Sur notre terre, dans notre foi*" et "*Pour une Bosnie souveraine, intégrale, démocratique*". En fait, cette stratégie de l'ambiguïté présente plusieurs avantages pour le SDA. Elle lui permet d'abord de continuer à se présenter comme le défenseur de la Bosnie-Herzégovine pluricommunautaire, cette apparence constituant une de ses principales sources de légitimité au cours du conflit bosniaque. Elle lui permet ensuite de présenter le bilan de ce conflit comme provisoire, et de redéployer ses objectifs de départ à l'intérieur des ambiguïtés des accords de Dayton.

spécial pour le Sandjak" ("Memorandum o upostavljanju specijalnog statusa za Sandžak", *Sandžak*, vol. II, n° 23, 9 juillet 1993, p. 34-35). Cette réactivation de la revendication d'autonomie territoriale est suivie d'une vague de répression contre les dirigeants du SDA en Serbie (juin 1993) et au Monténégro (janvier 1994), et d'une grave crise interne au SDA sandjakois. Un conflit de plus en plus vif oppose en effet Sulejman Ugljanin, président du SDA et du Conseil national musulman sandjakois réfugié à Istanbul, à Rasim Ljajić, secrétaire général du parti resté à Novi Pazar : alors que le premier prône le boycott des élections et la création d'un Etat parallèle sur le modèle kosovar, le second estime nécessaire de jouer le jeu des institutions et de se rapprocher de l'opposition serbe. Ce conflit, que la direction centrale de Sarajevo semble incapable d'apaiser, se solde au début de 1994 par l'apparition de deux partis homonymes, mais violemment opposés.

⁵⁹ Sur R. Mahmutćehajić, voir note 36.

⁶⁰ Jusqu'alors, en effet, la Constitution prévoit que le mandat de Président de la Présidence collégiale est exercé par chacun de ses membres, selon un principe de rotation annuelle jamais respecté dans la réalité (A. Izetbegović restant Président de la Présidence collégiale de novembre 1990 à septembre 1996). L'amendement du 3 août 1995 attribue la désignation du Président de la Présidence collégiale au Parlement bosniaque, au sein duquel les députés musulmans sont majoritaires.

Au lendemain de la signature de ces accords qui restreignent la souveraineté de la nation musulmane comme l'intégrité territoriale de la Bosnie-Herzégovine, en effet, A. Izetbegović déclare que "nous sommes restés fidèle à l'idée de Bosnie, malgré le prix payé et les risques encourus, nous avons réveillé la conscience nationale des Bochniaques [musulmans] et n'avons pas oublié ses frères du Sandjak"⁶¹. Les trois objectifs autour desquels s'articule le projet nationaliste du SDA se trouvent ainsi réitérés. Peu après, il affirme qu'"il n'y a pas de Bosnie intégrale sans retour des expulsés, et il n'y a pas de retour des expulsés sans Bosnie intégrale"⁶². Ce faisant, il suggère que le SDA entend s'appuyer sur la masse des réfugiés, et donc sur le poids démographique de la communauté musulmane, pour dissoudre progressivement les entités territoriales nées du conflit, et retourner à son avantage la construction institutionnelle et territoriale issue des accords de Dayton. Pour les dirigeants du SDA, cette dernière ne constitue donc qu'une étape dans la réalisation d'un projet nationaliste centré sur l'affirmation de la souveraineté de la nation musulmane.

Le SDA entre intervention occidentale et solidarité islamique

Pour bien comprendre la façon dont le SDA se positionne dans les recompositions de l'espace yougoslave, et instaure un nouvel Etat-parti dans les territoires musulmans, il convient aussi de s'intéresser à sa politique étrangère. Dans les stratégies des dirigeants du SDA, en effet, celle-ci a une double fonction : compenser la faiblesse de la Bosnie-Herzégovine dans l'espace yougoslave d'une part, celle du SDA au sein de l'appareil d'Etat bosniaque d'autre part. Ceci explique qu'un de leurs soucis permanents soit de s'assurer le contrôle de l'appareil diplomatique bosniaque. Ainsi, lors du partage du pouvoir avec le SDS et le HDZ, le SDA insiste tout particulièrement sur la désignation de A. Izetbegović comme Président de la Présidence collégiale, et de H. Silajdžić comme ministre des Affaires étrangères. De même, suite à la nomination de ce dernier comme Premier ministre en octobre 1993, le ministère des Affaires étrangères est successivement confié à I. Ljubijankić et Muhamed Šaćirbegović, deux cadres du SDA étroitement liés à son noyau fondateur⁶³.

La double fonction que les dirigeants du SDA attribuent à la politique étrangère explique aussi son dédoublement, selon des modalités similaires à celles que connaît l'Etat bosniaque dans son ensemble. Dès 1991, A. Izetbegović sait fort bien jouer de sa double fonction de Président de la Présidence collégiale et de Président du SDA, cependant que H. Silajdžić et le *Reis-ul-ulema* J. Selimoski se répartissent les rôles dans les forums politiques et religieux du monde musulman. Par la suite, les ambassades de Bosnie-Herzégovine peuvent être réparties

⁶¹ Discours au Conseil principal du SDA du 28 janvier 1996, reproduit dans *Ljiljan*, vol. V, n° 159 (31 janvier 1996). Vers la même époque, dans le cadre de la normalisation de leurs rapports avec Sarajevo, les autorités serbes et monténégrines libèrent les dirigeants du SDA sandjakois incarcérés pendant la guerre. En septembre 1996, S. Ugljanin lui-même rentre à Novi Pazar, modifie radicalement sa stratégie et présente avec plusieurs autres petits partis (Organisation libérale bochniaque – *Liberalna bošnjačka organizacija*, Parti démocratique réformiste du Sandjak – *Demokratska reformska stranka Sandžaka*, etc.) une "Liste pour le Sandjak" aux élections législatives et municipales de novembre 1996. Il parvient ainsi à marginaliser la fraction animée par R. Ljajić, qui renonce à se présenter aux élections. La "Liste pour le Sandjak" obtient deux députés au Parlement de la République fédérale de Yougoslavie, et la majorité des sièges dans les conseils municipaux de Novi Pazar, Sjenica et Tutin.

⁶² Discours tenu le 12 septembre 1996 lors d'un rassemblement électoral à Sarajevo, reproduit dans A. IZETBEGOVIĆ, *Godina rata i mira. Odabrani govori, intervjui i pisma* [L'année de la guerre et de la paix. Discours, interviews et écrits choisis], Sarajevo : NIPP Ljiljan (1997), p. 231.

⁶³ I. Ljubijankić, issu d'une famille d'imams de Cazinska Krajina, est un des principaux représentants du courant panislamiste dans cette région. Il meurt en mai 1995, lorsque son hélicoptère est abattu par les forces serbes. Son remplaçant, M. Šaćirbegović, est représentant de la Bosnie-Herzégovine au siège de l'ONU à New-York, et fils du "jeune musulman" Nedzib Šaćirbegović, exilé aux Etats-Unis depuis la fin des années 1940.

en deux catégories : des ambassades de représentation souvent attribuées à des représentants non-musulmans des partis “citoyens”, et des ambassades chargées de la collecte des fonds dans les Etats musulmans et dans la diaspora, monopolisées par les représentants du courant panislamiste (à commencer par l’ambassade de Bosnie-Herzégovine à Téhéran, attribuée dès 1992 à O. Behmen⁶⁴). A cet appareil diplomatique officiel s’ajoutent par ailleurs des réseaux parallèles, comme l’attestent le rôle de la *Third World Relief Agency* dans l’approvisionnement en armes de l’armée bosniaque, ou celui de la Communauté islamique dans les relations avec les mouvements islamistes.

Concrètement, A. Izetbegović effectue ses premières visites officielles en Libye (février 1991) et en Iran (avril 1991), et marque ainsi sa volonté de rapprocher la Bosnie-Herzégovine du monde musulman. Les liens privilégiés qui s’établissent dès cette époque entre les autorités iraniennes et les dirigeants du SDA ne se démentiront pas par la suite. Mais l’aggravation de la crise yougoslave contraint vite ces derniers à rechercher des soutiens plus puissants, A. Izetbegović et H. Silajdžić multipliant alors les déplacements dans les capitales occidentales. Du reste, le rôle secondaire que le SDA attribue au monde musulman dans l’internationalisation du conflit bosniaque s’explique aussi par la réaction des Etats musulmans eux-mêmes. Certains d’entre eux, tels que l’Indonésie, l’Irak ou la Libye, se montrent plutôt favorables à Belgrade, par refus des séparatismes croate et bosniaque, attachement à la Yougoslavie non-alignée ou simple anti-américanisme. Quant aux autres, ils ne manifestent leur solidarité avec la Bosnie-Herzégovine qu’avec beaucoup de prudence, et se cantonnent souvent à un soutien verbal non suivi d’effets.

Les cinq sommets de l’Organisation de la conférence islamique (OCI) consacrés au conflit bosniaque le montrent bien. Le premier, tenu à Istanbul en juin 1992, refuse d’adopter une résolution de la Turquie, présidente en exercice de l’OCI, appelant à une intervention militaire. Celui de Djeddah six mois plus tard somme le Conseil de sécurité de faire appliquer ses propres résolutions avant le 15 janvier 1993, mais se garde bien de préciser quelles seront les mesures de rétorsion dans le cas contraire. De même, le sommet d’Islamabad (juillet 1993) rejette les demandes iraniennes d’action unilatérale, proposant à la place l’envoi de 20 000 soldats dans le cadre de la Force de protection des Nations-Unies (Forpronu)⁶⁵, et celui de Casablanca (décembre 1994) proclame sa volonté d’imposer des sanctions aux Etats favorables à la Serbie, sans toutefois que cette proclamation soit suivie d’effets. Enfin, le sommet de Rabat (juillet 1995) ne se prononce pour une levée unilatérale de l’embargo sur les armes qu’après le vote d’une motion similaire par le Sénat américain, et la réunion organisée un mois plus tard à Sanaa pour mettre en oeuvre cette décision ne peut se tenir... faute d’un quorum suffisant ! Dans ce contexte, la création d’un “Groupe de contact de l’OCI” traduit moins la volonté des Etats musulmans de contester les décisions des grandes puissances que celle d’y être associés plus étroitement⁶⁶.

⁶⁴ Outre O. Behmen, d’autres membres de la délégation partie en 1983 en Iran (voir note 21) jouent, pendant la guerre, un rôle important dans la politique étrangère bosniaque : H. Čengić est, avec la *Third World Relief Agency*, au centre du système parallèle de collecte des fonds dans le monde musulman et dans la diaspora, E. Bičakčić est président de la Commission des affaires étrangères du Parlement bosniaque, H. Živalj est ambassadeur de Bosnie-Herzégovine à Vienne, et deviendra vice-ministre des Affaires étrangères après les élections générales du 15 septembre 1996.

⁶⁵ Dans les faits, les seuls Etats musulmans qui fournissent un contingent de “casques bleus” à la Forpronu sont l’Egypte et la Jordanie dès février 1992, le Pakistan, la Malaisie et le Bangladesh à partir de l’automne 1993, et la Turquie à partir du printemps 1994.

⁶⁶ Dès septembre 1992, l’OCI est invitée à participer à la Conférence internationale sur l’ex-Yougoslavie coprésidée par l’Union européenne et l’ONU. De même, depuis 1996, l’OCI est représentée au sein du Conseil pour la réalisation de la paix créé par les accords de Dayton et chargé du suivi de leur application, ainsi que dans

Les dirigeants du SDA ne se désintéressent pas pour autant du monde musulman, comme en témoignent leurs tournées régulières au Proche- et au Moyen-orient, et leurs appels répétés à un soutien diplomatique et financier. Dans la stratégie du SDA, en effet, la mobilisation du monde musulman constitue non seulement une ressource propre, en particulier sur le plan financier, mais aussi un moyen de pression sur des organisations internationales telles que l'ONU, et sur les Etats occidentaux eux-mêmes. En cela, recherche d'une intervention occidentale et appel à la solidarité islamique constituent des stratégies complémentaires plutôt qu'opposées. Il en va de même, d'une certaine façon, de la mobilisation des Etats et des mouvements islamistes qui, en rentrant en concurrence avec les autorités officielles de la Turquie, l'Egypte ou des monarchies pétrolières, forcent celles-ci à manifester leur solidarité dans les arènes internationales ou en espèces sonnantes et trébuchantes.

Cette diplomatie à tiroirs explique bien des ambiguïtés et des doubles langages, et s'avère parfois productrice d'effets pervers. Ainsi, la mobilisation islamiste explique en partie au moins le soutien diplomatique et financier des Etats musulmans à la Bosnie-Herzégovine, mais conduit aussi des Etats tels que l'Egypte à soutenir F. Abdić en 1993, dans l'espoir d'une résolution plus rapide du conflit⁶⁷. De même, la mobilisation du monde musulman contribue sans doute au durcissement de la position des Etats occidentaux au sein du Conseil de sécurité⁶⁸, mais alimente par là même certaines attentes démesurées et vite déçues des dirigeants du SDA.

Il faut donc attendre, au début de l'année 1994, l'implication directe des Etats-Unis dans le conflit bosniaque, pour que la politique étrangère du SDA révèle toute son efficacité. Contournant la conférence de paix coprésidée par l'Union européenne (D. Owen) et l'ONU (T. Stoltenberg), les autorités américaines parviennent à mettre fin aux affrontements croato-musulmans, et à impulser la création de la Fédération croato-musulmane. Fortes de cet acquis, elles décident de renforcer les armées croate et bosniaque, et donc de ne plus respecter l'embargo sur les armes décrété par le Conseil de sécurité. Or, cette politique américaine épouse parfaitement les dédoublements de la politique étrangère bosniaque, puisque les Etats-Unis contournent l'embargo en s'appuyant sur certains Etats musulmans alliés tels que la Turquie et l'Arabie saoudite, mais aussi et surtout en tolérant implicitement la livraison d'armes et l'envoi de conseillers militaires par l'Iran. Un an et demi plus tard, le renversement des rapports de forces militaires conduit à l'ouverture de nouvelles négociations sur la base américaine de Dayton, et à la conclusion des accords de paix.

Les soutiens financiers en provenance du monde musulman contribuent aussi, dès 1992, au contournement puis à la prise de contrôle de l'appareil d'Etat par le SDA, comme le montre en particulier leur importance cruciale dans le "clientélisme idéologique" mis en place au sein de l'armée bosniaque. Ce soutien financier se double dans le cas iranien d'une influence politique plus directe, les *pasdarsans* présents en Bosnie-Herzégovine encadrant les "brigades

les instances chargées du financement de la reconstruction de la Bosnie-Herzégovine. Cette participation de l'OCI reste toutefois largement formelle, et ne doit pas masquer l'incapacité de cette organisation à influencer réellement le cours des événements en Bosnie-Herzégovine et dans les Balkans.

⁶⁷ Le fait que Boutros Boutros-Ghali, secrétaire général de l'ONU de nationalité égyptienne, soutienne le plan Owen-Stoltenberg contribue sans doute aussi à cette attitude de l'Egypte.

⁶⁸ Cette influence des Etats musulmans sur les positions de l'administration américaine est attestée par plusieurs observateurs directs. Voir en particulier David OWEN, *Balkan Odissey*, London : Gollancz (1995) ; David GOMPERT, "The United States and Yugoslavia's Wars", dans Richard ULLMAN, *The World and Yugoslavia's Wars*, New-York : Council on Foreign Relations (1996), p. 123-144.

musulmanes”, et les fondations para-étatiques iraniennes contribuant activement à la mise en place par le SDA d’une Fondation pour les familles de *shahids* et les invalides de guerre.

Par ailleurs, malgré les ambiguïtés et les rivalités qui caractérisent l’attitude concrète du monde musulman, les dirigeants du SDA ne manquent pas d’insister sur la solidarité unanime de l’*Umma* : à plusieurs reprises, A. Izetbegović déclare ainsi que “la Bosnie a uni les musulmans. Même le drame palestinien n’a pas uni le monde musulman autant que la Bosnie. (...) Et si notre drame, un drame de cette nature et de cette ampleur, peut avoir un bon côté, alors c’est dans le fait qu’il a unifié ce monde autour d’une question, à savoir la question de la Bosnie”⁶⁹. Bien évidemment, cette insistance ne s’explique pas par une quelconque naïveté des dirigeants du SDA, mais par leur volonté de faire de la politique étrangère un des instruments de réislamisation de l’identité musulmane. Or, là encore, les dédoublements de la politique étrangère bosniaque servent merveilleusement leurs desseins, le SDA bénéficiant d’une levée implicite de l’embargo sur les armes tout en continuant à dénoncer l’inaction des grandes puissances, et le renversement des rapports de forces militaires, loin d’être attribuées à l’engagement décisif des Etats-Unis, pouvant être présentées comme le résultat de la seule solidarité islamique.

Plus largement, le SDA s’efforce d’inscrire sa lecture du conflit bosniaque dans un espace de sens islamique construit en opposition à l’espace de sens européen⁷⁰. Ainsi, pendant que les éditorialistes de la presse “citoyenne” parlent d’“agression fasciste” et de “nouveau Munich”, ceux de la presse du SDA évoquent une “nouvelle Croisade” et rappellent que François Mitterrand était ministre de l’Intérieur au début de la guerre d’Algérie. Pour les uns, le conflit bosniaque est une reprise de la guerre d’Espagne ; pour les autres, un prolongement de la *reconquista*.

En définitive, ce sont donc bien deux représentations opposées de l’Europe qui se font face : pour la presse “citoyenne”, en abandonnant la Bosnie-Herzégovine à son sort, l’Europe trahit ses propres valeurs de tolérance, de démocratie et de droits de l’homme ; pour la presse du SDA, au contraire, elle révèle sa vraie nature, faite de guerres de religion, de totalitarismes sanglants, de génocides. Ainsi, en 1994, Dž. Latić s’insurge contre la possible désignation de Sarajevo comme capitale culturelle de l’Europe, car l’Europe est “le plus sanglant de tous les continents”, et “Sarajevo et toute la Bosnie n’ont bénéficié d’une tolérance intercommunautaire que grâce à l’islam et aux musulmans”⁷¹. Deux ans plus tard, au sortir du conflit, c’est avec nettement plus d’enthousiasme qu’il proclame Sarajevo “capitale des Bochniaques et de tous les musulmans européens” car, “après l’agression contre la Bosnie-Herzégovine et le siège de Sarajevo, quinze millions de musulmans européens ont reconnu leur centre religieux et culturel en Europe”⁷².

La politique étrangère du SDA apparaît donc comme particulièrement complexe, et paradoxale à plus d’un titre. En effet, de même que les dirigeants serbes ou croates se

⁶⁹ Discours devant la Convention du SDA organisée le 25 mars 1994 à Sarajevo, dans A. IZETBEGOVIĆ, *Odabrani govori, pisma, izjave, intervjui* [Discours, écrits, déclarations et interviews choisis], Zagreb : Prvo muslimansko dioničko društvo (1995), p. 71-72.

⁷⁰ Sur la notion d’“espace de sens islamique”, voir Gilles KEPEL, “Genèse et structure de l’espace de sens islamique contemporain”, dans Zaki LAÏDI (dir.), *Géopolitique du sens*, Paris : Desclée de Brouwer, 1998, p. 201-226.

⁷¹ Dž. LATIĆ, “Ubiše Rizu, a rodio se Nermin” [Ils ont tué Riza, et Nermin est né], *Ljiljan*, vol. III, n° 54 (26 janvier 1994), p. 15.

⁷² Dž. LATIĆ, “Sarajevo – prijestolnica Bošnjaka i svih evropskih muslimana” [Sarajevo, capitale des Bochniaques et de tous les musulmans européens], *Ljiljan*, vol. V, n° 164 (6 mars 1996), p. 4.

présentent comme un rempart de la Chrétienté, la Bosnie-Herzégovine constitue aux yeux des dirigeants du SDA un avant-poste de l'*Umma*. Pourtant, dans leur politique d'internationalisation du conflit bosniaque, leur priorité ne cesse d'être l'implication militaire des Etats occidentaux. De ce point de vue, même si la Bosnie-Herzégovine devient membre-observateur de l'OCI en décembre 1994, le panislamisme des fondateurs du SDA s'efface bien vite au profit de la *realpolitik*. Cependant, l'appel à la solidarité islamique et la référence au panislamisme continuent de jouer un rôle essentiel dans les recompositions identitaires et politiques propres à la communauté musulmane bosniaque.

L'islam et les recompositions de l'identité nationale musulmane

Au cours du conflit bosniaque, le SDA ne parvient ni à préserver l'unité politique du "cercle historico-culturel musulman", ni à assurer la souveraineté de la nation musulmane, l'intégrité territoriale de la Bosnie-Herzégovine ou l'autonomie du Sandjak. Cet échec montre que l'influence réelle du courant panislamiste s'exerce moins sur les recompositions générales de l'espace yougoslave que sur celles se produisant au sein même de la communauté musulmane bosniaque. Du reste, le primat accordé à la souveraineté musulmane est lui-même un choix identitaire avant d'être un choix stratégique. Il va de pair avec certaines recompositions de l'identité musulmane, dans lesquelles le courant panislamiste joue un rôle actif, mais dont les développements et les effets induits lui échappent largement.

Alors que le projet politique du SDA reste ambigu et flottant, son projet identitaire semble à première vue mieux défini. Avant tout, le SDA entend parachever le processus d'"affirmation nationale" entamé dans la période communiste, en dotant les Musulmans bosniaques de tous les attributs identitaires d'une nation (langue, histoire, littérature, etc.), et des institutions nationales chargées de leur entretien⁷³. Par ailleurs, il s'efforce de réaffirmer la centralité de l'islam dans cette identité nationale en gestation. Lors du premier Congrès du SDA tenu en décembre 1990, la Commission pour les questions de société présidée par R. Mahmutćehajić et H. Silajdžić affirme que "la culture des Musulmans bosniaques est sacrée dans ses fondements, même si certains (...) ont tenté de lui imposer une sécularisation brutale. Cette sécularisation a consisté en fait à séparer la superstructure culturelle de son fondement sacré. L'idéologie athée, élevée au rang de religion d'Etat et transformée en antithéisme vulgaire, a

⁷³ Cette poursuite du processus d'"affirmation nationale" passe aussi par l'organisation de la diaspora sur des bases communautaires nouvelles. Jusqu'à la fin des années 1980, en effet, la diaspora musulmane bosniaque, implantée principalement en Allemagne, en Autriche, en Suisse et dans les pays scandinaves, était organisée autour de "clubs yougoslaves" contrôlés par les consulats d'une part, autour de restaurants et de bars dont les clients se regroupaient sur une base locale ou régionale d'autre part. Quant aux *džemats* (assemblées locales de croyants) apparus dans la diaspora à partir de la fin des années 1970, ils regroupaient souvent Musulmans bosniaques et Albanais du Kosovo et de Macédoine. A partir de 1990, par contre, la diaspora musulmane bosniaque tend de plus en plus à s'organiser sur une base nationale, avec la création de branches locales du SDA et des associations lui étant liées, telles que l'organisation culturelle "*Preporod*" ou la société caritative "*Merhamet*". A partir d'avril 1992, l'ouverture d'ambassades et de consulats bosniaques, l'appel au soutien financier de la diaspora et l'afflux de réfugiés déplacés par la guerre parachèvent cette transformation, comme en témoigne à partir de 1993 le prélèvement d'un impôt de guerre sur les revenus de tous les Musulmans bosniaques résidant à l'étranger (y compris les Musulmans du Sandjak, pourtant citoyens de la République fédérale de Yougoslavie). Suite aux protestations des autorités allemandes contre cette double imposition contraire aux principes du droit international, l'impôt de guerre est remplacé en 1994 par une grande collecte de contributions volontaires intitulée "*Hiver 1994/95*", et coordonnée par H. Živalj, ambassadeur de Bosnie-Herzégovine à Vienne. Toutefois, les associations et les collectes organisées sur une base locale et régionale continuent de jouer un rôle important tout au long de la guerre, F. Abdić gardant ainsi le contrôle d'une grande partie des transports de voyageurs et des transferts de fonds entre l'Europe occidentale et la Cazinska Krajina (région de Bihać) grâce aux bonnes relations qu'il entretient avec les autorités croates et serbes.

ainsi contribué à la destruction de la conscience qu'avaient les Musulmans de leur propre culture, de ses formes et de ses réalisations historiques"⁷⁴.

L'éclatement du conflit bosniaque en avril 1992 facilite la mise en oeuvre de ce projet identitaire du SDA. A l'association culturelle "*Preporod*" s'ajoute ainsi en décembre 1992 le Congrès des intellectuels musulmans, dont la présidence revient à l'historien Atif Purivatra, un des principaux artisans de l'"affirmation nationale" musulmane dans les années 1970. Ces institutions culturelles musulmanes voient leur travail relayé par le ministère de l'Éducation et de la Culture, dirigé à partir d'octobre 1993 par Enes Duraković, un universitaire lui aussi lié à l'"affirmation nationale", puis par Enes Karić, enseignant à la Faculté de théologie islamique de Sarajevo⁷⁵. La formalisation d'une langue bosniaque est alors confiée à une commission d'experts, l'édition des oeuvres littéraires musulmanes entreprise de façon systématique, et de nouveaux manuels scolaires introduits en 1994⁷⁶.

Surtout, le conflit est l'occasion d'une très nette réislamisation de l'identité musulmane. Le SDA et la Communauté islamique développent en effet une interprétation du conflit en termes religieux : les morts musulmans sont des *shahids*, et les agressions serbe et croate constituent une nouvelle Croisade, car les Musulmans bosniaques sont massacrés "justement parce qu'ils sont musulmans". L'acteur principal de cette "réislamisation par la guerre" est l'armée bosniaque elle-même, comme l'illustrent, après les remaniements de 1993, le développement des "brigades musulmanes" et la nomination, à tous les échelons de la hiérarchie militaire, d'assistants aux questions morales et religieuses (le plus souvent des imams délégués par la Communauté islamique). Dans une brochure publiée en 1994, Fikret Muslimović, chef du Département pour le moral de l'état-major de l'armée bosniaque, explique que "les commandants (...) doivent jouer un rôle actif dans la création d'un espace et d'un environnement favorables à l'accomplissement des obligations religieuses des membres de leur unité", et précise l'attitude que doivent adopter les officiers envers l'islam et les pratiques qui lui sont liées:

⁷⁴ "Izvještaj komisije za društvenu djelatnost" [Rapport de la Commission pour les questions de société], dans S.D.A., *Prvi kongres Stranke demokratske akcije (29.11-01.12.1991 god.)* [Premier Congrès du Parti de l'action démocratique, 29.11-01.12.1991], Sarajevo (1992), p. 36-38.

⁷⁵ E. Karić ayant soutenu H. Silajdžić dans son conflit avec les instances dirigeantes du SDA, il est remplacé en janvier 1996 par l'universitaire Fahrudin Rizvanbegović.

⁷⁶ Alors que le SDA s'efforce de renforcer l'identité nationale musulmane en Bosnie-Herzégovine, celle-ci se voit contestée dans les Etats voisins. En Serbie, la nouvelle Constitution adoptée en septembre 1990 ne mentionne plus l'existence de la nation musulmane, de même que la Constitution de la République fédérale de Yougoslavie adoptée en mai 1992. Par ailleurs, le Mouvement serbe du renouveau (*Srpski pokret obnove* – SPO) dépose en décembre 1991 un amendement au Parlement serbe pour que les Musulmans du Sandjak puissent se déclarer "Serbes de confession islamique" (voir *Borba*, 3 décembre 1991). En Croatie, la Constitution adoptée en décembre 1990 mentionne les Musulmans comme minorité nationale, mais ne leur accorde pas de siège réservé au Parlement, comme pour les minorités nationales "historiques" (Serbes, Hongrois, Italiens, etc.). Par ailleurs, les autorités mettent en avant certains Musulmans se déclarant "Croates de confession islamiques". Le premier gouvernement constitué par le HDZ en mai 1990 comporte ainsi un "Croate de confession islamique", le ministre de la Culture Osman Muftić, de même que le gouvernement d'union nationale constitué en août 1991, avec le ministre sans portefeuille Muhamed Žulić. A partir de 1993, les autorités croates encouragent la création de partis musulmans "pro-croates", tels que le Parti démocratique musulman croate (*Hrvatska muslimanska demokratska stranka* – HMDS) ou la Communauté démocratique des Musulmans de Croatie (*Demokratska zajednica Muslimana Hrvatske* – DZMH), mais sans parvenir à concurrencer sérieusement le SDA. Celui-ci participe aux élections législatives croates en s'alliant avec le Parti chrétien-démocrate croate (*Hrvatska krišćansko-demokratska stranka* – HKDS) en 1992 et 1993, puis avec les Démocrates indépendants croates (*Hrvatski nezavisni demokrati* – HND, scission du HDZ conduite par Stipe Mesić) en 1995, mais ne parvient pas à passer la barre des 5 % qui lui permettrait de siéger au Parlement.

“Dans leur attitude personnelle, le commandant, ses assistants pour les questions de moral et tous ceux qui ont une fonction de commandement ne doivent en aucun cas contredire les valeurs traditionnelles de notre peuple, dont font partie les coutumes liées à la tradition religieuse, ceci afin que notre armée soit à l’image de son peuple.(...) Il est souhaitable que les commandants, et en particulier ceux situés à des postes-clefs, adaptent leur comportement à la tradition religieuse de leur peuple, à l’occasion des manifestations de patriotisme et d’adhésion aux objectifs de la lutte de libération (rassemblements officiels), où lorsque les honneurs sont rendus aux *shahids* (enterrements, par exemple). Dans ces circonstances, où un respect est exprimé avec une forte émotion envers les victimes du génocide contre notre peuple, les officiers doivent montrer qu’ils sont conscients que le génocide contre notre peuple est conduit justement dans le but d’éliminer nos traditions religieuses.”⁷⁷

Facilitées par l’attitude des forces serbes et croates (destruction systématique des mosquées et des monuments religieux, assimilation des Musulmans bosniaques à des “fondamentalistes”, etc.), les recompositions identitaires initiées par le SDA touchent l’ensemble de la population musulmane. Le sentiment d’appartenance à la nation musulmane se renforce, au détriment des identités locales (rurales ou urbaines) et de l’ancienne “fraternité et unité” yougoslave. Quant à l’islam, il est largement perçu comme un patrimoine identitaire commun et inattaquable. Mais ces recompositions identitaires se doublent de dilemmes et de désaccords manifestes. La langue bosniaque est-elle la langue des seuls Musulmans, ou celle de tous les Bosniaques ? L’islam n’est-il que le substrat de l’identité nationale musulmane, ou la transcende-t-il pour associer les Musulmans bosniaques à la grande fraternité de l’*Umma* ? Et la guerre elle-même est-elle une lutte patriotique et antifasciste calquée sur le modèle des partisans de Tito, ou un *djihad* inspiré par les exemples iranien et afghan ?

Or, les dirigeants du SDA apparaissent incapables d’apporter une réponse cohérente à ces questions, et de maîtriser les conséquences des recompositions identitaires qu’ils ont eux-mêmes initiées. Ainsi, pour échapper aux contradictions liées à la promotion de la langue bosniaque, le ministère de l’Education et de la Culture décrète en 1994 qu’il existe en Bosnie-Herzégovine “une seule langue portant trois noms différents (bosniaque, serbe, croate)”⁷⁸, les manuels scolaires pour l’apprentissage de la langue portant dès lors le titre... “*Langue maternelle*”. De même, en ce qui concerne l’islam, les meilleures illustrations des contradictions des dirigeants du SDA sont, en 1993, la création d’une Communauté islamique propre aux Musulmans bosniaques, et l’abandon du qualificatif national “Musulman”.

Le SDA n’étant pas parvenu à unir en son sein le “cercle historico-culturel musulman” de Yougoslavie, la Communauté islamique reste en 1991 la seule institution associant les différentes populations musulmanes de l’espace yougoslave. Sous l’impulsion du *Reis-ul-ulema* J. Selimoski, elle entreprend même de rassembler les autres populations musulmanes des Balkans, en créant en août 1991 un Conseil islamique pour l’Europe de l’est⁷⁹. Or, ce sont

⁷⁷ F. MUSLIMOVIĆ, “Uloga komandovanja i rukovodjenja u ostvarivanju vjerskih potreba pripadnika ARBiH” [Le rôle du commandement et de la hiérarchie dans la réalisation des besoins religieux des membres de l’armée de la République de Bosnie-Herzégovine], dans Press Centar ABH, *Duhovna snaga odbrane* [La force morale de la défense], Sarajevo : Vojna Biblioteka (1994), p. 87-94.

⁷⁸ Décret sur le nom de la langue officielle en Bosnie-Herzégovine, reproduit dans *Oslobodjenje* - éd. eur., vol. II, n° 87 (10 novembre 1994), p. 28.

⁷⁹ Le Conseil islamique pour l’Europe de l’est est créé en août 1991, lors d’une conférence organisée à Vienne avec le soutien de la Ligue islamique mondiale (proche de l’Arabie saoudite), et rassemblant les représentants des Communautés islamiques de Yougoslavie, d’Albanie, de Bulgarie, de Pologne, de Hongrie et de Tchécoslovaquie. Le *Reis-ul-ulema* yougoslave J. Selimoski est élu président de ce Conseil islamique pour l’Europe de l’est, et son secrétaire général n’est autre que le Soudanais F. al-Hassanain. L’éclatement du conflit

les représentants du courant panislamiste eux-mêmes qui mettent fin à ces liens institutionnels, en organisant en avril 1993 un “ putsch ” contre J. Selimoski⁸⁰, puis en créant une nouvelle Communauté islamique limitée à la Bosnie-Herzégovine et au Sandjak, et dirigée par un nouveau *Reis-ul-ulema*, Mustafa Cerić⁸¹. Cette attitude paradoxale a deux raisons essentielles. D’une part, après le départ pour l’étranger de S. Čolaković en avril 1992, J. Selimoski, élu par les institutions religieuses des différentes républiques yougoslaves et hostile à toute politisation de l’islam, représente le principal obstacle à la mainmise du courant panislamiste sur la Communauté islamique. D’autre part, l’affirmation de l’identité nationale des Musulmans bosniaques passe aussi par la création de leurs propres institutions religieuses: partis avec la volonté de “réislamiser” l’identité nationale musulmane, les représentants du courant panislamiste finissent ainsi par “nationaliser” l’islam⁸².

De même, en septembre 1990, ces mêmes individus s’étaient opposés avec succès à ceux qui, au sein du SDA, prônaient le remplacement du qualificatif national “Musulman” par celui de “Bochniaque”. Or, trois ans plus tard, ils acceptent le vote par l’Assemblée bochniaque (*Bošnjački sabor*) d’une résolution décidant de “rendre à notre nation son nom historique et national de Bochniaques, afin de nous lier étroitement à notre pays la Bosnie, à sa continuité étatique et juridique, à notre langue bosniaque et à toute la tradition spirituelle de notre histoire”⁸³, et se targuent même parfois d’en être les véritables initiateurs. Dans les faits, la promotion du qualificatif national “Bochniaque” est plutôt le fait d’intellectuels laïcs ralliés

bosniaque en avril 1992, puis la destitution de J. Selimoski et la disparition de la Communauté islamique de Yougoslavie un an plus tard réduisent considérablement son influence réelle, malgré deux réunions organisées à Moscou (octobre 1992) et à Istanbul (octobre 1994). En outre, à partir d’octobre 1995, ce Conseil se trouve en concurrence directe avec la Chourah (Assemblée) islamique eurasiennne créée à l’initiative de la Direction des affaires religieuses (*Diyamet*) de Turquie (voir la contribution de Ferhat Kentel dans cet ouvrage).

⁸⁰ Les représentants du courant panislamiste au sein de la Communauté islamique, regroupés autour de l’association “*el-Hidaje*” (voir note 34), s’appuient en effet un Conseil refondateur (*Obnoviteljski odbor*) de la Communauté islamique autoproclamé, et auquel s’opposent non seulement les institutions religieuses islamiques des autres républiques ex-yougoslaves, mais aussi bon nombre d’oulémas en Bosnie-Herzégovine, tels que Jusuf Ramić, président par intérim du *mešihat* de Bosnie-Herzégovine, et H. Mehtić, président de l’Association des oulémas.

⁸¹ M. Cerić, jusqu’alors imam principal de la mosquée de Zagreb, est alors remplacé à ce poste par Dževad Hodžić, un autre imam lié au courant panislamiste.

⁸² La Communauté islamique de Bosnie-Herzégovine entend rassembler “tous les musulmans vivant en République de Bosnie-Herzégovine et tous les musulmans bosniaques qui vivent provisoirement ou durablement à l’étranger” (Déclaration de l’Assemblée refondatrice de la Communauté islamique, reproduite dans *Ljiljan*, vol. II, n° 19, 10 mai 1993, p. 23). Dans les faits, l’application de cette double définition n’est pas sans poser un certain nombre de problèmes. Dans le Sandjak, le *mešihat* présidé par le mufti Muamer Zukorlić et rattaché à la Communauté islamique de Bosnie-Herzégovine, constitué en octobre 1993, n’est pas reconnu par les autorités officielles ; en outre, dans le Sandjak monténégrin, il se trouve en concurrence directe avec la Communauté islamique du Monténégro, créée en octobre 1994 et présidée par le *Reis-ul-ulema* du Monténégro, Idriz Demirović. En Croatie, le *mešihat* présidé par le mufti Ševko Omerbašić reconnaît certes l’autorité spirituelle du nouveau *Reis-ul-ulema* M. Cerić, mais refuse longtemps tout lien institutionnel avec la Communauté islamique de Bosnie-Herzégovine. Enfin, dans la diaspora, l’éclatement de la Communauté islamique de Yougoslavie se solde par une séparation plus nette entre *džemats* bosniaques et albanais, et par le regroupement progressif des premiers au sein d’une Union des communautés islamiques de Bochniaques (*Verein Islamischer Gemeinschaften Boschniaker – VIGB*). Celle-ci, créée en Allemagne en 1994, est soutenue par le *Milli Görüş*, organisation religieuse turque proche du Parti de la prospérité (*Refah Partisi*). Certains *džemats* restent toutefois autonomes ou liés au président de l’ancien *mešihat* bosniaque S. Čolaković, refusant dès lors de reconnaître l’autorité de M. Cerić. Afin de mieux contrôler l’organisation religieuse de la diaspora, et la collecte de la *zakat* en particulier, la Communauté islamique de Bosnie-Herzégovine constitue en mars 1996 un Bureau pour la diaspora bochniaque (*Ured za bošnjačku dijasporu*). Son directeur, Mirsad Mahmutović, était pendant la guerre responsable du Département des activités morales et politiques auprès du Centre des écoles militaires de l’armée bosniaque.

⁸³ Résolution du *Bošnjački sabor* datée du 27 septembre 1993, reproduite dans *Ljiljan*, vol. II, n° 38 (6 octobre 1993), p. 4.

au SDA, et actifs dans les institutions culturelles qui lui sont liées. Les représentants du courant panislamiste ne font donc qu'entériner un changement désormais souhaité par la majeure partie des élites musulmanes bosniaques, et rendu nécessaire par l'insertion de la communauté musulmane dans l'ordre stato-national européen. L'adoption du qualificatif national "Bochniaque" en septembre 1993 constitue en effet l'aboutissement logique de l'affirmation de la souveraineté politique de cette communauté, processus dans lequel le courant panislamiste joue un rôle de premier plan. Comme le constate avec regret Dž. Latić, "en Europe, celui qui n'a pas de nom national ne peut pas non plus avoir d'Etat. (...) Les Bochniaques vont devenir une nation européenne non seulement au sens géographique, mais aussi au sens culturel, une grande et vilaine copie, avec un style de vie européen, avec un oubli européen de Dieu, et par la même une indifférence aux questions morales"⁸⁴.

Les représentants du courant panislamiste tentent alors de compenser l'abandon du qualificatif national "Musulman" par une insistance redoublée sur l'islam comme élément central de l'identité nationale...bochniaque. Pour le *Reis-ul-ulema* M. Cerić, "la tradition islamique est le fondement de l'identité de la nation bochniaque", car "sans l'islam, sans la civilisation islamique, sans la culture islamique, nous ne sommes rien ni personne"⁸⁵. Un véritable retournement de situation se produit donc par rapport à l'"affirmation nationale" de la période communiste : dans les années 1970, en effet, les intellectuels musulmans liés à la Ligue des communistes s'évertuaient à démontrer que le qualificatif national "Musulman" n'avait en fait que peu de liens avec l'islam; vingt ans plus tard, c'est à un exercice inverse que doivent se livrer les représentants du courant panislamiste.

Mais ce genre de pirouette intellectuelle ne met pas fin aux contradictions dont ils sont prisonniers. Car l'insistance sur la dimension nationale de l'islam se fait au détriment de son contenu religieux. Ainsi, la généralisation de l'emploi du terme "*shahid*" pour désigner indistinctement tous les morts de la guerre lui fait perdre sa signification proprement religieuse, et ne s'accompagne que rarement d'un respect des rituels funéraires qui devraient lui être associés. De même, la transformation du pèlerinage annuel de l'*Ajvatovica* en manifestation patriotique tend à la priver de sa dimension mystique (organisation de conférences, de concerts de musique populaire, etc.) et à dévaloriser le vrai *hajj*, qui rassemble les membres de l'*Umma* autour de la Kaaba à La Mecque, au profit d'un "petit *hajj*" étroitement bosniaque⁸⁶.

En définitive, le projet de réislamisation de l'identité nationale musulmane cher aux représentants du courant panislamiste se retourne donc contre ses auteurs : au fur et à mesure que la communauté musulmane se dote de tous les attributs symboliques et institutionnels d'une nation, en effet, l'islam se trouve réduit à une simple "matière première" à partir de laquelle sont élaborés des marqueurs identitaires sans contenu religieux réel, et la Communauté islamique perd ce rôle d'institution nationale de substitution qui faisait jusqu'alors sa force. En cela, les transformations de l'identité nationale musulmane au cours du conflit bosniaque prolongent le processus de sécularisation qu'avait connu la population musulmane bosniaque pendant la période communiste, plutôt qu'elle ne le renverse.

⁸⁴ Dž. LATIĆ, "Jedan tužni rastanak" [Une triste séparation], *Ljiljan*, Vol. II, n° 39 (13 octobre 1993), p. 29.

⁸⁵ M. CERIĆ, *Islam ovdje i danas* [L'islam ici et maintenant], Sarajevo : Vojna biblioteka (1994), p. 15

⁸⁶ Sur l'*Ajvatovica*, voir note 35. Sur ses transformations dans les années 1990, voir Dejan DIMITRIJEVIC, "Ajvatovica. Analyse de la construction du mythe fondateur de l'identité bochniaque", *Annales de la Fondation Fyssen*, n° 13 (1998).

Réislamisation autoritaire et recompositions de l'islam bosniaque

Alors même que le courant panislamiste renforce ses positions au sein du SDA et de l'appareil d'Etat, sa volonté de réislamisation de l'identité musulmane débouche donc sur une "nationalisation" et une sécularisation paradoxales de l'islam. Il ne faudrait pas pour autant en déduire que le panislamisme des fondateurs du SDA ne joue aucun rôle dans les recompositions internes de la communauté musulmane. En effet, faute de constituer un projet identitaire partagé par l'ensemble des Musulmans bosniaques, le panislamisme s'érige en critère idéologique discriminant au sein même de cette communauté. En d'autres termes, au fur et à mesure que le nationalisme se substitue au panislamisme, ce dernier prend la place du marxisme-léninisme dans le nouvel Etat-parti instauré par le SDA entre 1991 et 1996.

Pour bien comprendre ce processus, il convient de revenir sur la nature du projet politique porté par les dirigeants du SDA. Face aux accusations des médias serbes ou croates, ceux-ci se sont toujours défendus de vouloir introduire la charia ou instaurer une république islamique en Bosnie-Herzégovine, non pas parce qu'ils en rejetteraient le principe, mais parce qu'ils le considèrent comme inapplicable dans un pays européen et profondément sécularisé tel que la Bosnie-Herzégovine⁸⁷. S'il n'existe aucune raison de douter de la sincérité de tels propos, ils ne suffisent pas pour mettre fin à toute ambiguïté. Ainsi, les dirigeants du SDA ne cessent jamais de promouvoir une définition politique de l'islam, selon laquelle "l'islam a trois ambitions : changer l'individu dans le sens du *tawhid* [principe d'unicité de Dieu], former une société et, par la suite, un Etat islamique"⁸⁸. De même, s'ils acceptent que l'Etat soit défini comme séculier, ils rejettent le sécularisme comme principe philosophique et, surtout, refusent d'étendre sa validité à la société, ce dont témoigne un slogan souvent utilisé pendant et après le conflit bosniaque : "*Etat séculier, société non-séculière*".

C'est en s'appuyant sur ce genre d'ambiguïtés que les dirigeants du SDA, tout en maintenant le caractère formellement laïc de la Bosnie-Herzégovine, s'efforcent de faire du panislamisme l'idéologie politique discriminante du nouvel Etat-parti. Cette volonté apparaît clairement quand Adnan Jahić, figure de proue du courant panislamiste à Tuzla, explique que l'Etat musulman qu'il appelle de ses vœux "aura une IDEOLOGIE MUSULMANE fondée sur l'islam et ses principes juridiques, éthiques et sociaux, ainsi que sur les éléments de provenance occidentale qui ne les contredisent pas", et qu'"un principe d'égalité complète sera garanti par la loi à tous les citoyens, mais [que] le niveau de réussite sociale de chaque individu dépendra, outre de son propre travail, de son degré d'acceptation et d'application des principes et de l'esprit de l'IDEOLOGIE MUSULMANE"⁸⁹. Toutefois, les références au rôle discriminant de l'islam politique reste généralement plus implicites, A. Izetbegović appelant ainsi les responsables politiques et militaires à faire la preuve de leur "moralité", et à "ressembler au peuple dont ils sont issus" :

⁸⁷ En 1993, le journaliste Esad Hećimović écrit ainsi dans les colonnes de "*Ljiljan*" que, "parmi les Musulmans de Bosnie, il y en a sans doute qui souhaiteraient que les Musulmans organisent leur vie conformément aux normes religieuses en créant une République islamique, mais il n'y en a pas qui pensent que ceci soit réaliste et possible. Une telle tentative serait une violence contre les Musulmans bosniaques eux-mêmes, qui, en temps que nation européenne, sont profondément imprégnés par la tradition politique de l'Europe et acceptent son modèle politique et de civilisation. Une telle tentative violente serait contraire à l'islam, aux valeurs duquel les Musulmans bosniaques appartiennent spirituellement, et surtout – moralement." (E. HEĆIMOVIĆ, "Kako zavadati Muslimane" [Comment diviser les Musulmans], *Ljiljan*, vol. II, n° 48, 15 décembre 1993, p. 4).

⁸⁸ DŽ. LATIĆ, *Politička dimenzija islama* [La dimension politique de l'islam], Sarajevo : Tribina VKBI-a (1996).

⁸⁹ Souligné par Adnan Jahić. A. JAHIĆ, "Krijeposna muslimanska država" [Un Etat musulman robuste], dans *Zmaj od Bosne* (27 septembre 1993).

“Notre peuple est un peuple croyant, nous le savons bien, même s’il ne se bouscule pas aux portes des mosquées. Mais n’essayez pas de toucher à ce qui est sacré pour lui. Il arrive que des officiers blasphèment Dieu. Cela ne doit pas arriver. Nous ne demanderons pas à un officier s’il jeûne ou s’il va à la mosquée. Nous attendons de lui qu’il se batte correctement, et alors, qu’il croie à ce qu’il croit. Mais il ne blasphèmera pas Dieu. Je le dis ici, et je pense que vous tous le dîtes également. Cela arrive parfois, et beaucoup de soldats s’en plaignent auprès de moi. Un soldat assez âgé m’a dit qu’il avait dû subir cela chaque jour dans l’Armée populaire yougoslave, sans rien pouvoir faire, mais qu’il ne comprenait pas pourquoi il devait le subir aujourd’hui. Eh bien, il ne le subira pas. Nous ferons en sorte que cela ne se produise pas.”⁹⁰

Dans les faits, l’adhésion au projet idéologique des fondateurs du SDA constitue un facteur essentiel de promotion au sein du parti et de l’appareil d’Etat, et toute carrière politique, diplomatique ou militaire est incompatible avec une hostilité ouverte à ce projet. Surtout, dans un contexte de corruption généralisée et de criminalisation galopante de l’économie, l’insistance des dirigeants du SDA sur la “moralité” de ses cadres a moins pour but d’éradiquer les pratiques clientélistes et frauduleuses qu’à les conditionner à une allégeance idéologique préalable. La preuve en est que la dénonciation de telles pratiques coïncide généralement avec des conflits de nature politique. Ainsi, la presse du SDA révèle les malversations financières du frère de H. Silajdžić en décembre 1993, au moment où celui-ci commence à s’opposer ouvertement aux instances dirigeantes du parti. De même, les opérations de lutte contre la corruption lancées à intervalles réguliers par les autorités bosniaques sont d’abord l’occasion d’innombrables règlements de comptes et redistributions de pouvoir. La répression ou l’absolution de l’“immoralité” des uns et des autres devient donc un moyen discret et efficace de contrôler le renouvellement des élites économiques et politiques, le courant panislamiste restant là encore au centre de ce dispositif, grâce à une habile utilisation des vertus absolutaires de la religion d’une part, des dossiers confidentiels de la police d’autre part.

Les propos d’A. Izetbegović montrent aussi en quoi la place du panislamisme dans le nouvel Etat-parti diffère de celle du marxisme-léninisme dans l’ancien système communiste. D’une part, alors que la Ligue des communistes exigeait de ses cadres qu’ils manifestent explicitement leurs convictions marxistes, le SDA sait se contenter d’une allégeance implicite, à travers la fréquentation des mosquées et le respect formel des principaux préceptes de l’islam. D’autre part, l’adhésion à l’idéologie panislamiste ne constitue pas l’unique critère dans la sélection des élites : la possession d’un prestige militaire, d’un pouvoir financier ou d’une compétence professionnelle rare permettent son contournement. Enfin et surtout, cette idéologie garde un statut confidentiel : elle n’apparaît jamais dans les discours officiels, et n’est pas destinée aux masses.

Pendant que le panislamisme constitue un critère de sélection et un signe de reconnaissance propres aux élites, c’est en effet l’islam qui joue un rôle d’encadrement des populations, comme l’illustrent la présence d’assistants aux questions morales et religieuses dans la hiérarchie militaire, l’introduction d’un enseignement religieux à l’école et l’ouverture de salles de prière dans les établissements publics, ou encore les pressions parfois exercées par le biais de l’aide humanitaire (participation aux principales cérémonies religieuses et aux cours d’enseignement religieux, adoption de prénoms musulmans pour les enfants, etc.). Cette

⁹⁰ Discours tenu le 12 janvier 1994 devant les instances dirigeantes du SDA de Sarajevo, reproduit dans A. IZETBEGOVIĆ, *Odabrani govori, pisma, izjave, intervjui*, op. cit., p. 45.

articulation entre un discours idéologique réservé aux élites et un discours identitaire adressé aux masses présente un avantage de taille pour les représentants du courant panislamiste : celui de dissimuler leur projet idéologique propre derrière des généralités religieuses, et de pouvoir présenter toute critique à son égard comme une attaque contre l'islam. C'est dans ce contexte qu'il faut resituer le renforcement apparent des institutions religieuses islamiques, et la réislamisation supposée de la population musulmane.

Après que le courant panislamiste s'en soit emparé en avril 1993, la Communauté islamique connaît un important développement de ses infrastructures administratives et scolaires, avec la nomination de six muftis régionaux (Sarajevo, Mostar, Tuzla, Banja Luka, Travnik et Novi Pazar) et l'ouverture de sept nouvelles medressas (Tuzla, Mostar, Cazin, Travnik, Visoko, Zagreb, Novi Pazar). A ces sept *medressas* s'ajoutent les Académies pédagogiques islamiques de Zenica et de Bihać, chargées de la formation des professeurs de *medressas* et des responsables de l'enseignement religieux dans les établissements publics, et le Lycée bochniaque (*Bošnjačka gimnazija*), constitué sur le modèle des *Fatih College* ouverts en Turquie par le mouvement des *fethullahçis*, et chargé de former les futures élites de la communauté musulmane. Dans le même temps, l'influence de la Communauté islamique dans l'appareil d'Etat s'accroît considérablement, comme le montre le nombre important d'oulémas exerçant des responsabilités dans la diplomatie, les services secrets ou l'encadrement et la formation idéologiques de l'armée. La Communauté islamique prend en effet en charge des fonctions idéologiques que ni l'Etat, ni le parti ne peuvent assurer pour cause de laïcité officielle, et devient ainsi un élément clef dans les dédoublements institutionnels sur lesquels s'appuie le courant panislamiste pour assurer sa suprématie politique.

Toutefois, ce renforcement institutionnel de la Communauté islamique a pour préalable son inféodation au SDA, et ne suffit pas à remettre en cause les résultats de la sécularisation autoritaire menée pendant la période communiste, comme le montrent son incapacité à obtenir une restitution des anciens *waqfs* nationalisés, ou encore ses conflits de compétence récurrents avec les services du Ministère de l'éducation et de la culture, à propos de l'introduction d'un enseignement religieux à l'école⁹¹ ou de l'entretien des monuments religieux. Surtout, la Communauté islamique ne parvient à résoudre ses deux principaux problèmes, à savoir son déficit en personnel d'encadrement d'une part, son absence d'autonomie financière d'autre part.

En ce qui concerne le premier point, l'ouverture de nouvelles écoles religieuses vise à combler progressivement ce déficit, et en particulier à former les personnels nécessaires pour l'organisation de l'enseignement religieux dans les écoles primaires et secondaires. Mais l'intégration de nombreux oulémas dans l'appareil d'Etat aggrave dans l'immédiat les difficultés de la Communauté islamique, qui voit alors son propre domaine d'activité investi par des acteurs laïcs tels que l'association culturelle "*Preporod*" et l'organisation caritative "*Merhamet*", ou par des acteurs religieux lui étant extérieurs. Sur le plan financier, la destruction de 350 mosquées et *mesdzids* (salles de prière) dans les seuls territoires sous

⁹¹ A partir de 1994, un enseignement religieux facultatif est introduit dans les écoles publiques primaires et secondaires. A la demande pressante du *Reis-ul-ulema* M. Cerić, et malgré les préférences personnelles du ministre de l'Education et de la Culture E. Karić, il est organisé sur une base strictement confessionnelle, et l'élaboration des programmes comme la formation des enseignants sont confiés à la Communauté islamique. Par ailleurs, cet enseignement tend rapidement à prendre un caractère quasi-obligatoire, dans la mesure où de nombreux responsables du SDA et de la Communauté islamique conditionnent l'attribution de l'aide humanitaire aux familles à sa fréquentation par les enfants. Sur l'enseignement religieux, voir également note 113.

contrôle musulman crée de nouveaux besoins, alors même que les revenus de la *zakat* se tarissent, du fait de l'appauvrissement de la population. La principale source de financement de la Communauté islamique est dès lors constituée par les aides provenant du monde musulman. Mais si ces dernières représentent des sommes considérables, elles exposent la Communauté islamique à de multiples influences et rivalités extérieures, plutôt qu'elles ne lui procurent l'autonomie financière recherchée.

De fait, les luttes d'influence entre Etats musulmans ou entre obédiences religieuses rivales alimentent les conflits internes à la Communauté islamique : certains oulémas hostiles au courant panislamiste, tel que Halil Mehtić, devenu mufti de Zenica, se servent en effet des o.n.g. islamiques d'inspiration salafiste pour renforcer leur autonomie. Elles favorisent aussi la prolifération de centres culturels islamiques et de mouvements de réislamisation indépendants de la Communauté islamique, S. Čolaković ouvrant ainsi son propre Centre islamique après son retour à Mostar en 1995. Loin de renforcer la Communauté islamique, l'afflux de moyens financiers en provenance du monde musulman menace donc le monopole que celle-ci entend exercer sur la vie religieuse de la communauté musulmane, et finit par provoquer une véritable fragmentation de l'islam bosniaque, comme l'attestent les polémiques sur l'apparition de nouveaux *madhhabs* en Bosnie-Herzégovine. La Communauté islamique doit alors éditer des *fatwas* sur "l'obligation de respecter les règles du *madhhab* hanéfite dans l'accomplissement des rituels religieux dans les mosquées, les salles de prière, les *tekke* et les rassemblements islamiques de toute nature"⁹², et sur l'interdiction pour toute fondation ou association d'utiliser "le terme 'islamique' dans son intitulé ou son programme, sans avoir obtenu l'accord préalable des instances compétentes de la Communauté islamique"⁹³, le succès de ces tentatives de remonopolisation de l'islam restant en fait des plus mitigés.

Dans le même temps, les tentatives d'impulser "par en haut" une réislamisation de la population musulmane se heurtent à d'importantes résistances. En 1994, la promulgation par le *Reis-ul-ulema* et les muftis fraîchement nommés de plusieurs *fatwas* concernant la consommation d'alcool et de porc suscitent de vives réactions, mais ne modifient guère les habitudes alimentaires de la population. Plus largement, dans le climat d'"union sacrée" suscitée par la guerre, les clivages politiques propres à la communauté musulmane se cristallisent justement sur des enjeux liés à la réislamisation des pratiques individuelles. Un certain nombre de polémiques agite ainsi régulièrement la société bosniaque, de la question des mariages mixtes à celle de la célébration du Père Noël et du Nouvel an catholique. Pour la presse indépendante et les partis d'opposition, ces polémiques sont un moyen de dénoncer indirectement les orientations idéologiques du pouvoir. Pour celui-ci, elles sont au contraire l'occasion d'éprouver la cohésion de ses partisans et la fidélité de ses serviteurs.

Aux tentatives de réislamisation menées par le SDA et la Communauté islamique répondent donc des résistances et des compromis informels qui évoquent ceux de la période communiste, la population abandonnant au pouvoir la définition de son identité collective, pour mieux se concentrer sur la défense de ses pratiques privées. Mais si le SDA reproduit cette articulation sphère publique / sphère privée héritée de la période communiste, il renverse le rôle de l'islam en son sein: loin de permettre à la population de se retirer dans une activité privée ou de réinvestir le débat public, l'islam représente désormais pour le pouvoir un instrument de contrôle de la sphère publique et de pénétration de la sphère privée. Le slogan

⁹² *Fatwa* reproduite dans Fikret ARNAUT, *Mezhebi u islamu. Novotarija ili neminovnost ?* [Les madhhabs dans l'islam. Une innovation ou une nécessité ?], München : Sabur (sans date d'édition), p. 126 et 127.

⁹³ Cité dans E. HEĆIMOVIĆ, "Pravi li CIA u Bosni novu veliku griješku ?" [La CIA commet-elle une nouvelle erreur en Bosnie ?], *Ljiljan*, vol. III, n° 103 (4 janvier 1995), p. 16-17.

souvent martelé par M. Cerić, selon lequel “la foi est une affaire publique, et la non-foi une affaire privée”⁹⁴, n’est rien d’autre qu’une façon élégante d’annoncer ce renversement.

Il convient donc de rejeter les analyses qui évoquent une réislamisation de la population musulmane en termes indifférenciés, comme un phénomène “spontané” ou comme une conséquence “automatique” de la guerre. En Bosnie-Herzégovine, la réislamisation est une réislamisation autoritaire, qui correspond à des projets et à des pratiques politiques clairement repérables, et transforme l’identité collective de la communauté musulmane sans vraiment modifier les comportements individuels de ses membres. Surtout, le renforcement apparent des institutions religieuses islamiques et la visibilité accrue de la religion musulmane masquent des évolutions prolongeant un processus de sécularisation amorcé un siècle plus tôt et pouvant conduire, à plus ou moins long terme, à une profonde crise de l’islam en Bosnie-Herzégovine, comme l’attestent du reste les évolutions constatées dans les premières années de l’après-guerre.

L’après-guerre : le courant panislamiste sur la défensive

Dans un premier temps, le SDA et son noyau fondateur semblent sortir renforcés de trois ans et demi de conflit. Ainsi, lors des premières élections générales de l’après-guerre, tenues le 15 septembre 1996, le SDA recueille 39,8 % des suffrages exprimés, soit 9,4 % de plus qu’en 1990, malgré la concurrence des partis “citoyens” regroupés au sein de la “Liste unie” (6,9 %), du Parti pour la Bosnie-Herzégovine (*Stranka za Bosnu i Hercegovinu* – SBiH) lancé par H. Silajdžić (5,9 %) et de la Communauté démocratique populaire (*Demokratska narodna zajednica* – DNZ) conduite par F. Abdić (1,7 %)⁹⁵. Les représentants du courant panislamiste, quant à eux, profitent de ces élections pour sortir de l’ombre et occuper des fonctions officielles de premier plan. Parmi les députés du SDA élus en septembre 1996 figurent en effet plusieurs représentants du courant panislamiste, connus de longue date (tels que E. Bičakčić, H. Čengić, Dž. Latić et Husein Živalj, co-inculpés du procès de 1983) ou apparus au cours du conflit (tels que Halil Brzina et Nezim Halilović, commandants des 7^e et 4^e brigades musulmanes, ou encore B. Alispahić et Šemsudin Mehmedović, ministres de l’Intérieur de la République de Bosnie-Herzégovine et du canton de Zenica). Peu après les élections, E. Bičakčić accède au poste de Premier ministre fédéral, et H. Čengić, qui n’avait jusqu’alors occupé aucune fonction officielle, devient vice-ministre fédéral de la Défense (le poste de ministre revenant au Croate Vladimir Šoljić).

Le succès électoral du SDA en septembre 1996 est d’autant plus net qu’il apparaît non seulement comme la première force politique de la Fédération croato-musulmane, mais aussi comme la deuxième force politique en République serbe⁹⁶, et que le SDS et le HDZ connaissent un tassement de leurs scores électoraux (21,7 % et 14,1 % des voix respectivement). Le succès du SDA reflète donc autant son renforcement relatif au sein de la communauté musulmane que celui de cette communauté elle-même au sein du corps électoral

⁹⁴ Voir par exemple le prêche tenu par M. Cerić à l’occasion du *ramazanski bajram* de 1996, et reproduit dans *Ljiljan*, vol. V, n° 162 (21 février 1996), p. 14 et 15.

⁹⁵ Pourcentages établis à partir des résultats du vote pour la Chambre des représentants du Parlement dans la Fédération croato-musulmane, et pour l’Assemblée nationale en République serbe.

⁹⁶ Le SDA obtient en effet 78 sièges sur 140 dans la Chambre des représentants du Parlement de la Fédération croato-musulmane (HDZ : 35; “Liste unie” : 11; Parti pour la Bosnie-Herzégovine : 11; Communauté démocratique populaire : 3; Parti croate du droit : 2), et 14 sur 83 à l’Assemblée nationale de la République serbe (SDS : 45; Alliance pour la paix et le progrès : 10; Parti radical serbe : 6; Liste unie : 2; Parti pour la Bosnie-Herzégovine : 2; autres : 4). Les résultats du SDA en République serbe s’expliquent par le fait que les électeurs votent en principe dans la commune dans laquelle ils résidaient lors du recensement d’avril 1991.

bosniaque. Ce paradoxe apparent s'explique par le fait que la plupart des Musulmans bosniaques déplacés par la guerre et le nettoyage ethnique se trouvent soit à l'intérieur de la Bosnie-Herzégovine, soit en Europe occidentale, quand de nombreux réfugiés serbes et croates sont installés en Serbie ou en Croatie, où ils tendent rapidement à rechercher la citoyenneté du pays d'accueil et à se désintéresser de leur droit de vote en Bosnie-Herzégovine.

De ce point de vue, les résultats des élections de septembre 1996 suggèrent que les phantasmes majoritaires qui nourrissaient le projet stato-national et les stratégies politiques du SDA avant guerre n'ont jamais été aussi près de devenir réalité. A ces évolutions du rapport de forces démographique s'ajoutent le déploiement de l'*Implementation Force* (IFOR)⁹⁷, qui neutralise durablement les prétentions territoriales de la Serbie et de la Croatie sur la Bosnie-Herzégovine, et le lancement du programme américain "*Equip and Train*", destiné à renforcer l'armée bosniaque⁹⁸. Dès lors, comme le déclare A. Izetbegović pendant la campagne électorale, "les accords de Dayton garantissent [l'intégrité territoriale de la Bosnie-Herzégovine] et offrent des bases suffisantes pour la réalisation de cet objectif s'ils sont appliqués de façon conséquence et complète. (...) Nous repousserons les appétits des pays voisins qui ont toujours eu -et ont encore aujourd'hui- des intentions coupables envers notre pays. (...) La Bosnie va se renforcer à l'avenir, et ces appétits s'affaibliront dans la même mesure. Les choses vont évoluer dans le sens de la démocratie en Croatie, et la Serbie n'oubliera pas de sitôt la défaite militaire et politique qu'elle a subie au cours de cette dernière guerre. La Croatie ne voudra pas, et la Serbie ne pourra pas poursuivre une politique expansionniste"⁹⁹.

Pourtant, dans les années suivantes, les représentants du courant panislamiste ne tardent pas à se retrouver sur la défensive. En premier lieu, l'arrêt des hostilités et le déploiement sur place de troupes américaines suscitent un brusque tournant de la politique américaine qui, après avoir toléré les liens privilégiés établis entre les autorités bosniaques et iraniennes, s'acharne à y mettre un terme. En juillet 1996, les Etats-Unis tentent vainement d'obtenir des autorités bosniaques l'annulation d'un accord de coopération économique avec l'Iran, d'un montant total de 50 millions de dollars. Trois mois plus tard, ils suspendent le programme "*Equip and Train*" pour contraindre à la démission H. Čengić, considéré comme un des principaux relais de l'influence iranienne en Bosnie-Herzégovine. Dans le même temps, les Etats-Unis ne cessent d'exiger le départ de tous les moudjahidin présents sur le territoire bosniaque, les attentats anti-américains de Nairobi et Dar-es-Salam en août 1998 ne faisant que rendre ces demandes plus pressantes encore : en mars 1999, le programme "*Equip and Train*" est de nouveau suspendu, le temps d'obtenir le départ de l'Algérien Abu al-Mali, ancien commandant de l'unité "*el-Mudžahid*".

De façon plus générale, la mise en place des nouvelles institutions prévues par les accords de Dayton et le renforcement de la tutelle internationale sur la Bosnie-Herzégovine, symbolisé

⁹⁷ L'IFOR, qui est placée sous le commandement de l'OTAN et comporte 60 000 hommes (dont 20 000 soldats américains), succède à la FORPRONU le 20 décembre 1995. Elle est remplacée un an plus tard par une *Stabilization Force* (SFOR) aux effectifs réduits de moitié (30 000 hommes, dont 8 500 Américains).

⁹⁸ En mars 1996, les Etats-Unis organisent à Istanbul une conférence internationale chargée de mettre en place le financement du programme "*Equip and Train*". Plusieurs pays musulmans assistent à cette conférence, alors que les pays de l'Union européenne, opposés au programme américain, la boycottent. Sur le programme "*Equip and Train*", voir Enis DZANIC / Norman ERIK, "Retraining the Federation Forces in Post-Dayton Bosnia", *Jane's Intelligence Review* (janvier 1998), p. 5-9.

⁹⁹ Discours tenu le 24 août 1996 lors d'un rassemblement électoral à Gelsenkirchen (Allemagne), reproduit dans A. IZETBEGOVIĆ, *Godina rata i mira...*, op. cit., p. 191.

par les pouvoirs de plus en plus élargis dont dispose le Haut représentant de l'ONU¹⁰⁰, réduisent peu à peu la marge de manœuvre des dirigeants du SDA. La création d'un appareil diplomatique commun se solde par l'abandon de certaines ambassades aux représentants de la République serbe, et la fusion de l'armée bosniaque et du Conseil de défense croate (*Hrvatsko Vijeće obrane* – HVO) au sein d'une armée fédérale commune est censée favoriser sa dépolitisation. Quant à l'adoption de nouvelles lois sur les finances publiques, les forces de police ou la propriété immobilière, doublées de contrôles de plus en plus stricts par la Force de police internationale (*International Police Task Force*), le Bureau d'assistance fiscale et douanière (*Customs and Finances Assistance Office*) ou encore la Commission pour les réclamations immobilières (*Commission for Real Property Claims*), elles constituent autant d'obstacles supplémentaires pour les institutions parallèles et les réseaux clientélistes instaurés par le SDA pendant la guerre.

En aucun cas, toutefois, ces modifications de l'environnement international et institutionnel dans lequel se situent les dirigeants du SDA ne suffisent pour menacer les pratiques politiques sur lesquelles repose leur pouvoir. Ainsi, le SDA conserve précieusement son monopole sur les ambassades de Bosnie-Herzégovine situées dans le monde musulman, et les aides financières en provenance de ce dernier continuent d'éviter les canaux officiels pour alimenter divers projets de réarmement clandestin ou de reconstruction des mosquées¹⁰¹, quand ce ne sont pas les empires financiers constitués par l'Organisation pour l'aide aux musulmans de Bosnie-Herzégovine et la Fondation pour les familles de *shahids* et les invalides de guerre¹⁰². De même, l'armée fédérale reste en fait constituée d'un corps d'armée croate et de trois corps d'armée bochniaques bien distincts. En son sein, les généraux liés au SDA et à son courant panislamiste continuent d'occuper les principaux postes de responsabilité, et les "brigades musulmanes" se contentent d'adopter des noms plus discrets, la 7^e brigade musulmane devenant ainsi... la 7^e glorieuse brigade mécanisée. Enfin, suite à la dissolution des services secrets bosniaques dans le cadre de l'application des accords de Dayton, la création par le

¹⁰⁰ A l'origine, le Haut représentant préside une Commission civile mixte censée faciliter la coordination entre les deux entités constitutives de la Bosnie-Herzégovine d'une part, les diverses organisations internationales intervenant dans le processus de paix d'autre part. Il doit rendre régulièrement compte de l'application des accords de Dayton au Conseil pour la réalisation de la paix (*Council for the Implementation of Peace*), qui réunit les organisations internationales et les Etats impliqués dans la mise en œuvre de ces accords. Face aux multiples blocages institutionnels et politiques que connaît le processus de paix, le Conseil pour la réalisation de la paix a élargi peu à peu les pouvoirs du Haut représentant, en lui donnant en particulier le droit d'imposer certaines mesures législatives en cas de paralysie des assemblées parlementaires compétentes, et de destituer les élus et fonctionnaires locaux s'opposant à la mise en œuvre des accords de Dayton (conférence de Bonn, décembre 1997). Le premier responsable politique musulman destitué par le Haut représentant est, en février 1999, Dževad Mlāćo, maire de Bugojno (Bosnie centrale).

¹⁰¹ Dans les statistiques officielles, la contribution des Etats musulmans à l'aide à la reconstruction de la Bosnie-Herzégovine apparaît comme relativement modeste (115 millions de dollars en 1996, dont 50 millions versés par la seule Arabie saoudite, sur un montant total de 1,8 milliard de dollars). Mais ces statistiques ne concernent que les contributions aux programmes multilatéraux financés par la conférence des donateurs, et ne tiennent pas compte des programmes bilatéraux établis entre certains Etats musulmans d'une part, la Fédération croato-musulmane ou l'armée bosniaque, ou entre certaines fondations para-étatiques et la Communauté islamique de Bosnie-Herzégovine. Sur le financement extérieur des constructions de mosquées, voir Emir IMAMOVIĆ, "Džamija po glavi Bošnjaka" [Une mosquée par Bochniaque], *Dani*, n° 61 (24 octobre 1997), p. 37-39.

¹⁰² Dans l'après-guerre, l'Organisation pour l'aide aux musulmans de Bosnie, transformée en fondation, crée plusieurs sociétés privées contrôlées par H. Čengić et ses proches, dont la compagnie aérienne "BIO-Air" et l'agence de voyages "BIO-Tour" (le préfixe "BIO-" signifiant *Bosanska investiciona organizacija*: Organisation bosniaque d'investissement). En 1999, la Communauté islamique et la compagnie "BIO-Air" signent un accord garantissant à cette dernière le monopole du transport aérien des pèlerins vers La Mecque. De même, la Fondation pour les familles de *shahids* et les invalides de guerre crée plusieurs sociétés reconnaissables à leur préfixe "Šeh-in" (pour "Šehidi i Invalidi"), dont une banque et une chaîne de stations-service.

SDA de l'Agence d'information et de documentation (*Agencija za informaciju i dokumentaciju* – AID) atteste de la persistance d'institutions parallèles dans les territoires sous contrôle musulman¹⁰³.

Dans ce contexte, si l'absence de retour de réfugiés musulmans dans les territoires serbes ou croates¹⁰⁴ et la persistance au sein de la Fédération croato-musulmane d'un imbroglio territorial et institutionnel particulièrement complexe¹⁰⁵ desservent le projet stato-national à long terme du SDA, elles servent ses intérêts politiques immédiats en maintenant la population musulmane dans un état de dépendance matérielle et d'incertitude juridique propice à toutes sortes de contrôles clientélistes et de démagogies électorales. Pourtant, c'est bel et bien l'essoufflement de la popularité du SDA au sein de la communauté musulmane qui constitue pour ce parti la plus lourde des menaces. Profitant de l'espace ouvert par la fin des hostilités et le renforcement de la présence étrangère, les partis "citoyens" et les médias indépendants multiplient les révélations sur la corruption et l'enrichissement frauduleux des dirigeants du SDA, et se font l'écho des frustrations sociales et des désillusions politiques grandissantes de la population. Le SDA tente alors de réagir en élargissant sa base électorale : après avoir scellé sa réconciliation avec H. Silajdžić en le nommant coprésident du gouvernement central de Bosnie-Herzégovine, il constitue en 1997 une "*Coalition pour une Bosnie-Herzégovine intégrale et démocratique*" avec le Parti pour la Bosnie-Herzégovine et deux autres petits partis¹⁰⁶. Mais cette initiative n'empêche pas le SDA d'enregistrer un net recul aux élections locales de septembre 1997, puis aux élections générales de septembre 1998, où la coalition qu'il conduit n'obtient que 34,9 % des voix¹⁰⁷.

Plus grave encore, l'ensemble de ces évolutions internationales et intérieures affecte peu à peu la cohésion interne du SDA. Son deuxième Congrès, qui se tient à Sarajevo en septembre 1996, se solde certes par la reconduction d'organes dirigeants clairement dominés par le courant panislamiste¹⁰⁸, mais est aussi l'occasion d'un premier affrontement ouvert en son

¹⁰³ La direction de l'Agence d'information et de documentation est d'abord confiée à B. Alispahić, mais celui-ci doit démissionner en avril 1996, suite à d'intenses pressions américaines. Dans les mois qui suivent, plusieurs assassinats et enlèvements impliquant des membres de l'AID sont présentés par certains médias indépendants comme le résultat d'une lutte d'influence au sein de l'AID entre services secrets américains et iraniens.

¹⁰⁴ Bien que les accords de Dayton prévoient explicitement le droit au retour des personnes déplacées par la guerre et le nettoyage ethnique, le Haut commissariat aux réfugiés de l'ONU estime qu'entre 1995 et 1999, seuls 35 000 réfugiés musulmans – soit moins de 5 % de leur nombre total – ont pu se réinstaller dans les territoires sous contrôle croate (22 000) ou en République serbe (13 000).

¹⁰⁵ Les accords de Dayton font en effet de la Bosnie-Herzégovine une construction territoriale et institutionnelle particulièrement complexe, que l'on peut qualifier de construction "en abyme" dans la mesure où chaque entité territoriale semble se subdiviser à son tour en entités plus petites. La Bosnie-Herzégovine elle-même se divise d'abord en deux entités constitutives, la République serbe et la Fédération croato-musulmane, auxquelles s'ajoute depuis mars 1999 la ville de Brčko comme district "mixte" cogéré par les deux entités. La Fédération croato-musulmane se subdivise ensuite en dix cantons, à savoir cinq cantons musulmans, trois cantons croates et deux cantons "mixtes", au sein desquels peuvent exister des municipalités musulmanes ou croates. Le niveau local lui-même n'est pas épargné par ce phénomène, puisque la ville de Mostar se divise en trois municipalités de quartier musulmanes, trois municipalités de quartier croates et une municipalité centrale "mixte".

¹⁰⁶ Ces deux petits partis sont le Parti démocratique citoyen (*Gradjanska demokratska stranka* – GDS) et le Parti libéral (*Liberalna stranka* – LS), membres de la "Liste unie" lors des élections de septembre 1996. Il est intéressant de noter que ces deux partis sont en fait issus de deux anciennes organisations de masse de la Ligue des communistes, à savoir l'Alliance socialiste du peuple travailleur et l'Alliance de la jeunesse socialiste. De ce point de vue, leur entrée dans une coalition électorale dirigée par le SDA ne fait que les ramener à leur ancien statut de "courroie de transmission" du parti au pouvoir.

¹⁰⁷ Pour le mode de calcul, voir note 95.

¹⁰⁸ Parmi les 22 membres du Comité exécutif élu à la suite du IIe Congrès du SDA figurent quatre "jeunes musulmans" (O. Behmen) ou parents de "jeunes musulmans" (A. Jahić, Safet Oručević, Nedžad Branković),

sein, entre les “partisans de la ligne dure” menés par H. Čengić et les “techno-managers” rassemblés autour de E. Bičakčić¹⁰⁹. Après avoir fait preuve d’une forte cohésion pendant la guerre, le courant panislamiste apparaît donc de plus en plus divisé. L’évolution du contexte international, en particulier, contraint ses représentants à un choix douloureux entre nationalisme musulman et panislamisme, intérêt national et solidarité islamique : H. Čengić reste ainsi très lié aux réseaux islamistes, quand E. Bičakčić se présente de plus en plus comme l’homme des Occidentaux. Quant à A. Izetbegović, il indique clairement dans quel sens vont ses nouveaux choix de politique étrangère.

Dès mars 1996, en effet, suite à une descente des soldats de l’IFOR dans un camp d’entraînement clandestin iranien, il souligne que “l’Amérique n’est pas notre ennemie, mais nous pouvons en faire notre ennemie. L’Amérique sera notre amie si elle est convaincue que la survie de la Bosnie comme Etat unifié est dans son intérêt. S’il en est ainsi, alors agissons dans ce sens, car nous devons avoir l’Amérique avec nous. Dans la situation actuelle, c’est une question de survie pour la Bosnie et pour notre peuple. (...) Pendant la guerre, l’Iran s’est avéré être un véritable ami, mais l’Iran est loin et nos ennemis sont près, tout près”¹¹⁰. Deux ans et demi plus tard, dans ce qui est présenté comme son testament politique, A. Izetbegović déclare devant les instances dirigeantes du SDA qu’“il faut que nous nous orientions vers l’Europe avec détermination, et que nous assurions ainsi ce parapluie au-dessus de la Bosnie, car toute autre variante porte en elle une grande dose d’incertitude”¹¹¹.

cinq co-inculpés du procès de 1983 (O. Behmen, H. Čengić, E. Bičakčić, H. Živalj, Dž. Latić) et plusieurs autres cadres des institutions religieuses ou des forces armées (Hilmo Neimarlija, Mirsad Čeman, Sakib Mahmuljin, Nezim Halilović) connus pour leurs liens avec le courant panislamiste.

¹⁰⁹ Les termes “partisans de la ligne dure” (“*tvrodolinijaši*”) et “techno-managers” (“*težno-menadžeri*”) sont employés par la presse de Sarajevo pour décrire les conflits internes au noyau dirigeant du SDA pendant les premières années de l’après-guerre. Il faut noter que, à la même époque, le SDA sandjakois connaît lui aussi de nouvelles évolutions et de nouvelles divisions. Après que les élections fédérales et municipales de novembre 1996 aient assuré sa suprématie sur son rival R. Ljajić, S. Ugljanin entreprend en effet de placer ses partisans aux postes-clefs de la mairie de Novi Pazar, et de réactiver le “*Mémorandum sur l’établissement d’un statut spécial pour le Sandjak*” adopté par le Conseil national musulman du Sandjak en 1993. Les autorités serbes prennent alors prétexte de ces dérives pour suspendre le conseil municipal de Novi Pazar en juillet 1997, et nommer à sa place une administration municipale provisoire. Quant à R. Ljajić, il crée vers la même époque sa propre coalition intitulée “*Sandjak*”, qui s’allie avec plusieurs autres partis ethniques (Union des Hongrois de Voïvodine) ou régionalistes (coalitions “*Voïvodine*” et “*Choumadia*”) au sein de l’Union des partis démocratiques. Mais c’est au Sandjak monténégrin qu’ont lieu les évolutions les plus importantes, après l’éclatement du Parti démocratique des socialistes (*Demokratska partija socijalista*, ex-Ligue des Communistes) en deux factions dirigées par Milo Djukanović (majoritaire, et opposé à S. Milošević) et Momir Bulatović (minoritaire, et favorable à S. Milošević). En octobre 1997, lorsque les deux adversaires se retrouvent face-à-face au second tour de l’élection présidentielle monténégrine, une majorité des cadres du SDA et des électeurs musulmans refusent de suivre l’appel à l’abstention de Harun Hadžić, président du SDA monténégrin proche de S. Ugljanin, et votent pour M. Djukanović. Quatre mois plus tard, le SDA monténégrin rentre dans le nouveau gouvernement de coalition dirigé par Filip Vujanović. H. Hadžić, marginalisé dans son propre parti, constitue une Union Démocratique Internationale (*Internacionalna demokratska unija – IDU*) sans influence réelle. Les situations politiques dans le Sandjak serbe et dans le Sandjak monténégrin apparaissent dès lors de plus en plus opposées : en Serbie, le SDA est dominé par les partisans de S. Ugljanin et exclu du jeu institutionnel ; au Monténégro, il est contrôlé par les adversaires de S. Ugljanin et participe au gouvernement. Ce fossé ne fait que se creuser avec la marche progressive du Monténégro vers l’indépendance : alors que le SDA monténégrin est favorable à ce processus, le SDA serbe le dénonce comme une menace pour l’unité politique et territoriale du Sandjak, et se rapproche ainsi paradoxalement de S. Milošević dans sa lutte contre les autorités monténégrines.

¹¹⁰ Entretien accordé au journal *Ljiljan*, vol. V, n° 167 (27 mars 1996), p. 4-5.

¹¹¹ Discours tenu le 18 décembre 1998 devant le Comité principal du SDA, reproduit dans *Preporod*, vol. XXIX, n° 651/2 (15 janvier 1999), p. 5.

Si les divisions du courant panislamiste s'expliquent donc en partie par des clivages politiques et stratégiques nouveaux, elles renvoient aussi à des rivalités plus personnelles, comme l'illustre la bataille qui oppose H. Čengić au fils d'A. Izetbegović pour le contrôle de l'industrie énergétique et des circuits de distribution d'essence. Cette situation se retrouve également au niveau local : certains représentants du courant panislamiste, devenus à leur tour de puissants notables, exercent directement ou par le biais de proches parents un pouvoir sans partage sur certains cantons (M. Veladžić dans le canton de Bihać, H. Čengić dans celui de Goražde) ou sur certaines communes (Dževad Mlaćo à Bugojno, Mirsad Čeman et Osman Brka à Tešanj, etc.). Alors même que l'allégeance au courant panislamiste ou la possession d'un lien familial avec un de ses représentants connus restent des facteurs majeurs d'ascension sociale et politique, ce courant se désagrège donc peu à peu en factions politiques, régionales et familiales rivales. Dès lors, seul A. Izetbegović reste capable de préserver l'unité et la popularité du SDA, ce dont témoigne l'insistance avec laquelle ce parti l'appelle à se représenter aux élections de septembre 1998, malgré son âge avancé et des ennuis de santé de plus en plus manifestes.

Désenchantement religieux et nouvelle contestation islamiste

C'est dans ce contexte politique global qu'il convient de resituer les évolutions de l'islam bosniaque. Dans les années d'après-guerre, la Communauté islamique reste étroitement liée au SDA, comme l'illustrent les cas de Hilmo Neimarlija, qui préside simultanément la Commission des cadres du SDA et le *Sabor* (Assemblée) de la Communauté islamique, ou de N. Halilović, membre du Comité exécutif du SDA et directeur de la Commission des *waqfs* de la Communauté islamique. De même, la destitution de H. Mehtić de ses fonctions de président de l'Association des oulémas et de mufti de Zenica à l'automne 1997¹¹², puis la reconduction de M. Cerić au poste de *Reis-ul-ulema* en novembre 1998 scellent la victoire du courant panislamiste sur le courant salafiste au sein des institutions religieuses islamiques. Mais, par bien des aspects, celle-ci apparaît comme une victoire à la Pyrrhus. En effet, non seulement la dynamique institutionnelle dont la Communauté islamique a fait preuve pendant la guerre donne des signes manifestes d'essoufflement, mais elle voit son monopole sur l'islam bosniaque et son interprétation de plus en plus contesté par une multiplicité d'acteurs politiques et religieux.

En ce qui concerne le premier point, la Communauté islamique doit définitivement renoncer à l'espoir de récupérer les compétences juridiques ou les biens immobiliers dont elle a été privée en 1947. Timidement émise à la fin de l'année 1998, l'idée de rétablir des tribunaux chariatiques compétents pour les questions de statut personnel (mariage, héritage, etc.), ne fait qu'alimenter une de ces multiples polémiques qui agitent à intervalle régulier la communauté musulmane bosniaque. Quant à la loi sur la restitution des biens religieux élaborée par le gouvernement de E. Bičakčić, elle ignore totalement les revendications avancées par la Communauté islamique (prise en compte des biens confisqués dans le cadre de la réforme agraire de 1920, restitution en nature de préférence à une indemnisation financière incertaine, etc.), certains oulémas la considérant même comme pire... que la loi communiste de 1947 ! Privée d'assise financière propre, et confrontée au reflux des aides en provenance du monde

¹¹² Cette destitution va de pair avec celle de S. Čolaković, qui occupe depuis 1996 le poste de directeur de la medresa de Mostar. Mais l'éviction de H. Mehtić et de S. Čolaković de leurs postes de responsabilité au sein des institutions religieuses islamiques ne suffit pas pour les réduire au silence, chacun d'entre eux éditant sa propre revue ("*Novi Horizonti*" – "Nouveaux horizons" – à Zenica et "*Kabes*" – "Kaaba" – à Mostar) grâce à des financements en provenance du monde musulman.

musulman, la Communauté islamique n'a alors d'autre choix que celui d'envisager la fermeture de certaines des institutions scolaires ouvertes pendant la guerre.

C'est que, loin de se traduire par un vrai regain de religiosité au sein de la population musulmane, la réislamisation autoritaire menée par le SDA et la Communauté islamique débouche finalement sur un désenchantement religieux de plus en plus manifeste. Ainsi, le mufti de Sarajevo indique que, dans sa zone de compétence, 20 000 personnes environ se sont acquittées de la *zakat* en 1998, contre 30 000 avant la guerre, et que 3 700 enfants seulement ont assisté régulièrement à l'enseignement religieux facultatif délivré dans les mosquées, soit moins d'un enfant sur dix¹¹³. De même, à l'échelle de la population musulmane dans son ensemble, l'hebdomadaire "*Preporod*" estime que 5 à 10 % des adultes seulement accomplissent la prière du vendredi¹¹⁴. Plus grave encore, le renforcement institutionnel de la Communauté islamique ne s'accompagne pas d'un prestige accru, mais d'un certain discrédit, et la fréquentation des mosquées n'est plus perçue comme un signe de ferveur religieuse, mais d'opportunisme politique. Les "nouveaux convertis" du SDA, en particulier, se font traiter de "pastèques" en référence à leurs engagements politiques antérieurs ("verts à l'extérieur, rouges à l'intérieur"), et sont l'objet de tous les sarcasmes, comme l'illustre cette plaisanterie très connue en Bosnie-Herzégovine:

"Un imam s'apprête à tenir son prêche du vendredi. S'adressant à ses fidèles, il déclare: A ceux qui sont au troisième rang et au-delà, je dis: *Salam alejkum, mes frères*. A ceux qui sont au deuxième rang, je dis: *Bonjour messieurs*. Et à ceux du premier rang, je dis: *Salut, camarades !*"

Paradoxalement, même le relatif succès du SDA et de la Communauté islamique dans la réislamisation de l'identité collective des Musulmans bosniaques finit par se retourner contre eux. En effet, au fur et à mesure que l'islam est accepté comme fondement identitaire de la communauté musulmane, les différents acteurs de cette même communauté tendent à s'en emparer pour leurs propres objectifs politiques ou culturels, à en élaborer des interprétations et des usages diversifiés. Aziz Kadribegović, rédacteur en chef de l'hebdomadaire "*Preporod*", se plaint ainsi que "maintenant, tous veulent écrire à propos de la foi : un enthousiasme religieux les saisit, et ils ne peuvent plus se retenir – ils deviennent journalistes bénévoles, et tout foisonne de 'thèmes religieux' : ils réinterprètent l'islam, découvrent de nouveaux continents, et rien ne peut les arrêter – ni le *Reis*, ni les muftis, ni les professeurs des *medressas* ou de la Faculté de théologie islamique !" ¹¹⁵. Cette pluralisation interne de l'islam en Bosnie-Herzégovine est par contre soutenue et légitimée par certains oulémas en rupture de ban avec le SDA, tel l'ancien ministre de l'Education et de la Culture E. Karić, qui estime que "l'islam est en Bosnie le trésor commun de tous les Bochniaques, ce précieux trésor dont ils tirent depuis des siècles leurs multiples inspirations religieuses, culturelles, artistiques, littéraires, urbaines, architecturales. Dans une telle conception de l'islam, que les Bochniaques ont adopté depuis longtemps, l'islam ne peut devenir la propriété ou

¹¹³ Salih SMAJLOVIĆ, "Prioritet vjerskoj pouci i poboljšavanju materialne situacije" [Priorité à l'enseignement religieux et à l'amélioration de la situation matérielle], *Preporod*, vol. XXIX, n° 657/8 (15 avril 1999), p. 10. Il apparaît ainsi que la généralisation de l'enseignement religieux à l'école (voir note 91) est elle-même génératrice d'effets pervers inattendus, dans la mesure où elle incite de nombreux parents à ne plus envoyer leurs enfants à la mosquée pour y suivre la partie "pratique" (prière, etc.) de l'enseignement délivré par la Communauté islamique.

¹¹⁴ Bilal HASANOVIĆ, "Vjeronauka i da'vet su temelj naše opstanke" [L'enseignement religieux et la dawa sont le fondement de notre survie], *Preporod*, vol. XXIX, n° 669/20 (15 octobre 1999), p. 20.

¹¹⁵ A. KADRIBEGOVIĆ, "Između vlasti i vjerske strasti" [Entre le pouvoir et les passions religieuses], *Ljiljan*, vol. VI, n° 229 (4 juin 1997), p. 3.

l'exclusivité de personne, ni l'objet d'adaptations pragmatiques aux impératifs politiques du jour."¹¹⁶

Dans ce contexte, la menace la plus directe pour les représentants du courant panislamiste est peut-être l'émergence d'une mouvance islamiste échappant à leur contrôle et contestant ouvertement leur légitimité religieuse. Dans les mois qui suivent la fin des hostilités, en effet, apparaît en dehors des cadres du SDA et de la Communauté islamique une organisation d'inspiration salafiste, la Jeunesse islamique active (*Aktivna islamska omladina* – AIO). Celle-ci, soutenue par des réseaux transnationaux tels que celui d'Oussama Ben Laden et encadrée par de jeunes Bochniaques ayant combattu aux côtés des moudjahidin, recrute apparemment ses partisans parmi les jeunes les plus directement affectés par la guerre (orphelins, invalides et anciens combattants, fils et filles de réfugiés, etc.). Elle se caractérise par sa vive hostilité à l'égard des dirigeants du SDA, qu'elle considère comme des *munafik* (hypocrites religieux) et des politiciens corrompus ayant abandonné l'idéal islamique pour lequel ils se sont battus dans leur jeunesse.

Déstabilisés par l'apparition de cette nouvelle génération de militants islamistes, les dirigeants du SDA et de la Communauté islamique réagissent en tentant à nouveau de restaurer le monopole de cette dernière sur l'islam bosniaque¹¹⁷ et en réactivant leurs propres organisations de jeunesse¹¹⁸, puis en recourant à une répression policière de plus en plus féroce. A plusieurs reprises, en effet, des rafles organisées dans certains villages tenus par les moudjahidin ou dans les milieux liés à l'Organisation de la jeunesse islamique active se soldent par l'inculpation de jeunes militants islamistes accusés d'avoir organisé des attentats visant à déstabiliser la Fédération croato-musulmane (destruction d'églises catholiques et de maisons croates, attaques contre des policiers croates exerçant leurs fonctions dans des villes sous contrôle musulman, etc.). S'il reste difficile de savoir dans quelle mesure ces accusations sont fondées ou ne constituent qu'un prétexte pour des règlements de compte politiques, il est certain que le rôle de l'Organisation de la jeunesse islamique active ne se limite pas aux activités terroristes dont on l'accuse : en se faisant le relais local d'un "islam importé" d'inspiration salafiste et en l'utilisant comme instrument de contestation politique, elle participe non seulement à la pluralisation interne de l'islam bosniaque, mais contraint aussi les autres acteurs politiques, culturels et religieux se revendiquant de cet islam à mieux en définir les spécificités.

Par rapport à la période de la guerre, les premières années de l'après-guerre se caractérisent donc finalement par deux ruptures majeures. Tout d'abord, suite aux évolutions de la politique américaine à l'égard des relations irano-bosniaques d'une part, à l'apparition d'une nouvelle génération d'islamistes directement liée à certains réseaux salafistes transnationaux d'autre part, solidarité islamique et intérêt national, panislamisme et nationalisme musulman s'opposent désormais plus qu'ils ne se soutiennent mutuellement. Ce renversement explique dans une large mesure les clivages politiques qui apparaissent au sein même du courant panislamiste, et la modération dont fait preuve A. Izetbegović dans ses prises de position publiques : en septembre 1997, à la tribune du deuxième Congrès du SDA, il appelle ce parti à "s'opposer au radicalisme et à l'extrémisme dans nos propres rangs", et à "s'ouvrir au monde

¹¹⁶ E. KARIĆ, "Islam u suvremenoj Bosni" [L'islam dans la Bosnie contemporaine], dans *Bosna sjete i zaborava* [La Bosnie se souvient et oublie], Zagreb : Durieux (1997), p. 88-95.

¹¹⁷ En mars 1997, la Communauté islamique publie une nouvelle *fatwa* par laquelle elle interdit toute prière collective dans des lieux qu'elle n'aurait pas préalablement autorisés.

¹¹⁸ Dès 1990, le SDA avait créé une Alliance de la jeunesse musulmane (*Muslimanski omladinski savez* – MOS), mais l'activité de cette dernière s'était pratiquement éteinte avec le déclenchement du conflit en avril 1992.

et aux acquis de la civilisation occidentale”¹¹⁹. Trois mois plus tard, il lance un appel similaire à l’ensemble du monde musulman, à l’occasion du sommet de l’Organisation de la conférence islamique organisé à Téhéran.

Dans le même temps, une autre rupture plus importante encore intervient entre le panislamisme comme idéologie politique et l’islam comme identité culturelle. A plus ou moins long terme, en effet, l’instrumentalisation de l’islam à des fins politiques et partisans s’avère incompatible avec son maintien comme référence identitaire partagée par une multiplicité d’acteurs politiques, culturels et religieux. Dès lors, les représentants du courant panislamiste se trouvent confrontés à un dilemme insoluble. Soit ils acceptent la diversification interne de l’islam bosniaque, mais doivent alors renoncer à leur capacité d’instrumentaliser celui-ci à des fins idéologiques qui leur sont propres. Soit ils tentent de préserver un monopole d’interprétation sur l’islam bosniaque, mais risquent alors de précipiter la communauté musulmane dans une nouvelle crise identitaire majeure. Dans les deux cas, c’est toute la construction politique mise en place au cours du conflit qui menace de s’effondrer.

¹¹⁹ Discours de A. Izetbegović reproduit dans *Ljiljan*, vol. VI, n° 243 (10 septembre 1997), p. 11.